



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

PLENUMVERGADERING

SÉANCE PLÉNIÈRE

woensdag

17-04-2002

18:05 uur

mercredi

17-04-2002

18:05 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CD&V	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
FN	<i>Front National</i>
MR	<i>Mouvement réformateur</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP.A	<i>Socialistische Partij Anders</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie & ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementaire document van de 50e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen:</i>	<i>Commandes:</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel.: 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél.: 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax: 02/549 82 74</i>	<i>Fax: 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail: publicaties@deKamer.be</i>	<i>e-mail: publicaties@laChambre.be</i>

INHOUD

WETSONTWERP	1
Wetsontwerp tot invoeging van de artikelen 43ter, 44bis, 46bis, 69 en 70 in de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 (waarvoor een advies van de Raad van State werd gevraagd) (1458/1 tot 18)	1
<i>Algemene bespreking</i>	1
<i>Sprekers:</i> Denis D'hondt , rapporteur, Paul Tant, Luc Van den Bossche , minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen, Guido Tastenhoye, Willy Cortois, Karel Van Hoorebeke	
<i>Bespreking van de artikelen</i>	28

SOMMAIRE

PROJET DE LOI	1
Projet de loi insérant les articles 43ter, 44bis, 46bis, 69 et 70 dans les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (pour lequel un avis du Conseil d'Etat a été demandé) (1458/1 à 18)	1
<i>Discussion générale</i>	1
<i>Orateurs:</i> Denis D'hondt , rapporteur, Paul Tant, Luc Van den Bossche , ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, Guido Tastenhoye, Willy Cortois, Karel Van Hoorebeke	
<i>Discussion des articles</i>	28

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 17 APRIL 2002

18:05 uur

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MERCREDI 17 AVRIL 2002

18:05 heures

De vergadering wordt geopend om 18.53 uur door de heer Herman De Croo, voorzitter.
La séance est ouverte à 18.53 heures par M. Herman De Croo, président.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering:
Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance:
Luc Van den Bossche.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

Wetsontwerp**Projet de loi**

01 Wetsontwerp tot invoeging van de artikelen 43ter, 44bis, 46bis, 69 en 70 in de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 (waarvoor een advies van de Raad van State werd gevraagd) (1458/1 tot 18)

01 Projet de loi insérant les articles 43ter, 44bis, 46bis, 69 et 70 dans les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (pour lequel un avis du Conseil d'Etat a été demandé) (1458/1 à 18)

Algemene bespreking
Discussion générale

De algemene bespreking is geopend.
La discussion générale est ouverte.

01.01 **Denis D'hondt**, rapporteur: Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, il me revient aujourd'hui l'honneur de vous rapporter les travaux de la commission de la Fonction publique relatifs au projet de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative.

Dans un premier temps, notre commission a examiné ledit projet de loi au cours de ses réunions des 27 novembre, 4, 5 et 12 décembre 2001. Deux problèmes de procédure ont été préalablement examinés. Le premier concernait d'éventuelles auditions. Après un échange de vues, la commission a décidé, par 8 voix contre 2, de ne pas procéder à l'audition des membres de la commission permanente du contrôle linguistique. Le second problème visait l'article 1^{er} de la loi en ce qu'il dispose que la matière réglée est une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Le président, M. Paul Tant, a interrogé le ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur la procédure

01.01 **Denis D'hondt**, rapporteur: De commissie besprak in november en december 2001 het wetsontwerp tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966. Gelet op twee procedureproblemen besliste de commissie de leden van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht niet te horen.

Het tweede probleem betrof artikel 1 van de wet krachtens welk de wet een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

législative suivie par le présent projet de loi. Le présent projet ne tombe-t-il pas dans le champ d'application de l'article 77 de la Constitution? Après un long échange de vues, le ministre a déclaré qu'il ne fait aucun doute que le règlement de l'emploi des langues dans le service centralisé bilingue, conformément aux dispositions de l'article 30 de la Constitution, est resté du ressort du législateur fédéral. Cette compétence résiduelle du législateur fédéral en ce qui concerne l'emploi des langues en matière administrative relève de la procédure monocamérale étant donné que ni l'article 30 précité, ni la matière y visée ne figurent dans la liste des articles énumérés à l'article 77, 3° de la Constitution.

Le président, M. Paul Tant, a déclaré ne pas être convaincu par cette interprétation. Dans l'avis qui vient de nous parvenir, le Conseil d'Etat s'est prononcé sur cette question en précisant que – je cite –: "aucune des modifications apportées au texte en projet ne concerne l'une des matières visées à l'article 77 de la Constitution, si bien qu'il se justifie de maintenir la référence que fait l'article 1^{er} du projet à une matière visée à l'article 78 de la Constitution."

Le ministre a ensuite entrepris son exposé introductif. En substance, on retiendra de ses interventions que la volonté du gouvernement est d'intégrer les principes de la réforme Copernic de l'administration dans les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative. Ces modifications ont été soumises pour avis aux syndicats et à la commission permanente de contrôle linguistique. La réponse univoque du gouvernement à l'avis de la commission permanente a été intégrée dans l'exposé des motifs.

Pour rappel, l'un des principes fondamentaux qui structurent la réforme des services de l'administration fédérale réside dans la responsabilisation du management de ligne. Pour le ministre, ce plan de management est le fil conducteur et le personnel est l'élément indispensable à sa réalisation. L'interaction, le pilotage et l'évaluation des collaborateurs sont d'une importance capitale pour la réussite du plan de management. Par conséquent, le manager devra avoir, à terme, les connaissances linguistiques fonctionnelles requises pour permettre cette interaction, c'est-à-dire ce contact direct.

Le gouvernement a en effet décidé qu'il convenait de préciser, de tester et de sanctionner le contenu de ces connaissances linguistiques fonctionnelles, car il veut avoir la garantie que les tests du SELOR seront conçus en fonction des connaissances linguistiques réellement nécessaires. Les connaissances linguistiques permettant d'assurer l'unité de la jurisprudence ou, mieux encore, de garantir un traitement équitable des citoyens belges sont maintenues et prévues d'une manière explicite par la loi. Ces principes sont intégrés dans un article 43ter qui est inséré dans les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Le point essentiel de la réforme veut que les services publics fédéraux ne connaîtront désormais plus que deux cadres linguistiques, un néerlandophone et un francophone, au lieu de trois. Tous les emplois, à l'exception éventuellement de celui de président du comité de direction, seront répartis entre ces deux cadres linguistiques.

Le cadre bilingue disparaît donc. Pour le ministre, il s'agit là d'une résultante logique de l'instauration du système de management dans l'administration. L'idée est qu'un manager assume la direction de son service et qu'il doit donc être en mesure de communiquer avec son personnel. Dans le cadre de l'évaluation, un évaluateur bilingue fonctionnel pourra éventuellement seconder le supérieur hiérarchique

Na navraag bij het ministerie van Ambtenarenzaken inzake de wetgevende procedure blijkt dat de reglementering van het gebruik van de talen in de gecentraliseerde tweetalige diensten overeenkomstig artikel 30 van de Grondwet een federale bevoegdheid blijft. Het betreft een residuaire bevoegdheid waarvoor de monocamerale procedure geldt.

Aangezien de voorzitter, de heer Paul Tant, niet overtuigd werd door de interpretatie van de minister, benadrukte deze laatste het voornemen van de regering om de principes van de Copernicus-hervorming in de gecoördineerde wetten terzake te integreren.

De hervorming van de diensten van de federale administratie stoelt onder andere op de responsabilisering van het lijnmanagement, die de minister als een leidraad beschouwt. Voorts staat of valt deze hervorming volgens de minister met het personeel. Bijgevolg zijn de interactie, de begeleiding en de evaluatie van de medewerkers van kapitaal belang. De taalkennis is bepalend voor het welslagen van deze interactie en waarborgt bovendien de eenvormigheid van de jurisprudentie.

Aldus kan ook een billijke behandeling van de Belgische burger worden gewaarborgd. Het in artikel 43ter bedoelde taalregime geldt voor de centrale diensten en voor de diensten die beslissingen van de federale overheidsdiensten uitvoeren. Het nieuwe taalstatuut zal dus voor deze beide federale diensten gelden.

In hoofdzaak zorgt deze hervorming ervoor dat de federale overheidsdiensten nog maar twee personeelsformaties, een Nederlandstalige en een Franstalige, in plaats van drie zullen tellen.

De tweetalige personeelsformatie verdwijnt dus. Volgens de minister is dit het logische gevolg van de invoering van het managementsysteem in de

tant que celui-ci n'aura pas prouvé ses connaissances fonctionnelles de l'autre langue. Pour être complet, je dois ajouter que le projet prévoit différents degrés de connaissance. A côté de la connaissance fonctionnelle imputable à tout manager, la loi instaure des exigences spécifiques pour les agents devant veiller à l'unité de la jurisprudence administrative. Pour le ministre, une telle fonctionnalité exige une connaissance du vocabulaire administratif et juridique à la fois en néerlandais et en français.

La réforme proposée a entraîné de nombreuses réactions chez les parlementaires, principalement du côté francophone.

Dans une longue intervention, M. Olivier Maingain a défendu l'idée que le projet de loi modifie de façon très sensible les équilibres linguistiques organisés au sein de la fonction publique depuis près de septante ans. Selon lui, bien que le gouvernement s'en défende, le projet de loi remet en effet fondamentalement en cause les principes de base voulus de part et d'autre de la frontière linguistique par tous ceux qui ont toujours considéré qu'une bonne coexistence entre les communautés de ce pays voulait que l'on reconnaisse dans la fonction publique la possibilité de carrière aux agents unilingues. Il s'agit du principe de l'unilinguisme des agents et du bilinguisme des services publics. Ces principes garantissaient aux deux grandes communautés du pays l'assurance d'une représentation harmonieuse. Pour Olivier Maingain, ces principes sont bouleversés, en tout cas pour la haute fonction publique.

Et le même intervenant de conclure que s'il est souhaitable, au nom de la courtoisie linguistique, qu'un agent puisse avoir la capacité de comprendre un agent d'un autre rôle linguistique placé sous son autorité, cela suppose que l'on instaure un bilinguisme passif et non un bilinguisme actif et passif comme il est prévu dans la loi en projet.

Pour M. Jean-Pierre Detremmerie, le présent projet de loi est de la toute première importance dans la mesure où il bouleverse l'organisation linguistique de l'administration fédérale.

Le système actuel qui est fondé sur l'unilinguisme des agents et le bilinguisme des services, a fonctionné correctement jusqu'à présent et a permis d'assurer une paix communautaire au sein des services de l'administration fédérale. Il ne faut donc le modifier qu'avec prudence.

Pour M. Detremmerie, ce n'est pas le cas du présent projet de loi qui est selon lui un projet antifrancophone.

Et M. Detremmerie d'ajouter qu'une telle réforme n'est pas absurde en tant que telle. Mais, dès lors qu'elle fait de la connaissance linguistique une condition d'accès à ce type de fonctions et qu'elle intervient sans aucune période transitoire, elle est inacceptable pour les francophones. En effet, elle aboutira à ce que beaucoup de francophones compétents seront écartés des fonctions de management pour des motifs linguistiques et elle les prive, en outre, du temps nécessaire pour acquérir les connaissances indispensables pour occuper de telles fonctions, alors qu'auparavant ces connaissances n'étaient pas requises.

Je laisserai à M. Van Hoorebeke le soin de développer lui-même son intervention.

M. Tant s'est inscrit dans la logique de M. Van Hoorebeke en regrettant que le ministre n'utilise pas la réforme Copernic pour encourager les fonctionnaires à apprendre les langues.

administratie. De manager leidt zijn dienst en communiceert met zijn personeel. Eventueel zal de hiërarchische overste voor de evaluaties door een functioneel tweetalige medewerker worden bijgestaan. Een premie moedigt het personeel aan zijn talenkennis uit te breiden.

Het ontwerp voorziet in verschillende graden van taalkennis. De voorgestelde hervorming heeft heel wat reacties opgewekt bij de parlementsleden, vooral dan bij de Franstaligen.

Volgens de heer Olivier Maingain wordt het taalevenwicht grondig gewijzigd, doordat met het ontwerp een van de principes die aan beide zijden van de taalgrens aangekleefd werden, namelijk de erkenning van de mogelijkheid voor eentalige ambtenaren om in het openbaar ambt een loopbaan uit te bouwen, ter discussie gesteld wordt. Het gaat om het principe van de eentaligheid van de ambtenaren en de tweetaligheid van de overheidsdiensten. Dat principe wordt nu op losse schroeven gezet, althans voor de hogere openbare ambten.

Het is weliswaar wenselijk dat een ambtenaar een collega van de andere taalrol begrijpt, maar dat veronderstelt een passieve tweetaligheid.

De heer Detremmerie vindt dat het taalorganigram van de federale administratie met dit ontwerp ingrijpend veranderd wordt. Wat hem betreft, heeft de bestaande regeling haar deugdelijkheid bewezen, en moet er dus de nodige behoedzaamheid aan de dag gelegd worden als men eraan wil sleutelen. Volgens hem is de hervorming onaanvaardbaar voor de Franstaligen, omdat ze waarschijnlijk tot gevolg zal hebben dat vele bekwame Franstaligen bij gebrek aan voldoende taalkennis uit managementfuncties geweerd zullen worden. Bovendien zullen ze niet de tijd krijgen om de vereiste taalkennis op te doen.

Ik denk dat de heer Van Hoorebeke

M. Verherstaeten prolonge cette idée en estimant que la pratique démontrera que le ministre n'a pas placé la barre assez haut. Les exigences linguistiques devraient se situer dans la droite ligne des exigences imposées de manière plus générale aux dirigeants de l'administration fédérale.

Enfin, Mme Van de Casteele souligne qu'il est délicat de toucher à la législation linguistique en raison des nombreux équilibres qu'elle renferme. Le risque d'effets secondaires n'est dès lors certainement pas illusoire. Elle fait par ailleurs observer qu'en ce qui concerne la notion de connaissance fonctionnelle de la deuxième langue, beaucoup dépendra de sa mise en oeuvre concrète. A cet égard, pour l'intervenante, il est réellement à craindre qu'en pratique, cette notion soit interprétée de manière minimaliste, ce qui donnera lieu à la situation inacceptable que les top-managers ne seront pas en mesure de comprendre leurs collaborateurs en s'exprimant dans l'autre langue.

En réaction à ce premier tour de table, les partenaires de la majorité et le gouvernement ont déposé un certain nombre d'amendements destinés à concilier les différentes sensibilités. De nombreux amendements ont également été déposés par des membres de l'opposition.

Le ministre a en outre formulé les différents éléments de réponse suivants.

1. Le champ d'application du projet ne concerne pas la région de Bruxelles-Capitale. En ce qui concerne la parité des emplois de président du conseil de direction, une répartition 50-50 est introduite dans l'ensemble des services publics fédéraux. En cas de nombre impair, la parité sera rétablie à l'aide du rôle linguistique de l'administrateur délégué de Selor.

2. La preuve de bilinguisme fonctionnel ne concernera que 250 agents sur 60.000. L'impact du projet est donc limité.

3. Se fondant sur la jurisprudence du conseil d'Etat, le ministre affirme que le principe selon lequel l'entretien d'évaluation et les documents d'évaluation sont rédigés dans la langue de l'évalué, n'est pas remis en cause. L'évalué a donc non seulement le droit de s'exprimer mais aussi d'être interpellé et compris dans sa langue.

4. Enfin, en ce qui concerne l'entrée en vigueur de la loi, le ministre rappelle que la disposition principale de la loi, à savoir le §7 de l'article 43ter, entrera en vigueur à une date fixée par le conseil des ministres.

Vinrent ensuite les votes dont il faut retenir que le projet tel qu'amendé par le gouvernement et les partis de la majorité a été adopté majoritairement contre opposition, soit en l'occurrence par 10 voix contre 5.

Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, vous savez d'ores et déjà que ce projet de loi n'a, à partir de ce moment, plus suivi le chemin parlementaire habituel. Certes, à l'issue du vote dont je viens de faire état, il a bien été renvoyé en séance plénière mais ce n'était que pour y faire un bref passage. En effet, par lettre datée du 19 décembre 2001, Mme Françoise Schepmans, présidente du parlement de la Communauté française, a communiqué au président de la Chambre de Représentants la motion adoptée le 18 décembre 2001 par son assemblée. Par cette motion, le parlement de la Communauté française, demandait à la Chambre des Représentants la suspension de la procédure d'examen du projet de loi insérant les articles 43ter.

zijn standpunt hier zal verdedigen. De heer Paul Tant vindt het evenals de heer Van Hoorebeke jammer dat de Copernicus-hervorming niet de bedoeling heeft de ambtenaren te motiveren om de landstalen te leren. De heer Verherstraeten is van mening dat de vereisten zouden moeten overeenstemmen met de eisen die worden gesteld aan de bestuurders van de federale overheidsdiensten.

Mevrouw Van de Casteele benadrukte dat het een netelige zaak is om aan het evenwicht van de taalwetgeving te raken. Zij vreest voor een simplistische interpretatie van het begrip functionele kennis van de tweede taal.

De meerderheid en de regering hebben een amendement ingediend om de gevoeligheden te verzoenen. De oppositie heeft er ook ingediend. De minister heeft er bovendien op gewezen dat de wet niet zal gelden voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat een 50/50-verdeling wordt ingevoerd voor de betrekking van voorzitter van het directiecomité van de federale overheidsdiensten; dat de proef betreffende de functionele tweetaligheid maar betrekking heeft op 250 agenten van de 60.000; dat het principe volgens hetwelk de evaluatie in de taal van de betrokkenen plaatsvindt, wordt gehandhaafd; en ten slotte dat de hoofdbepaling van de wet, meer bepaald § 7 van artikel 43ter van kracht zal worden op een datum die door de Ministerraad wordt bepaald.

Het geamendeerde ontwerp werd aangenomen met 10 stemmen van de meerderheid tegen 5 van de oppositie.

Met een motie die aangenomen werd op 18 december 2001 heeft het Parlement van de Franse Gemeenschap aan onze assemblee gevraagd de bespreking van dit ontwerp op te schorten. De Kamer heeft een aantal afgevaardigden opdracht gegeven hieromtrent overleg te plegen. Onze commissie heeft een advies opgesteld dat een antwoord geeft op de argumenten die werden

44bis, 46bis, 69 et 70 dans les lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.

En application de l'article 58 du règlement, la Chambre a constitué une délégation chargée de la concertation avec le parlement de la Communauté française. La délégation était composée de MM. Herman De Croo, président, Paul Tant, président de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, Charles Janssens, membre de la commission de l'Intérieur et Karel Van Hoorebeke et moi-même, tous deux rapporteurs.

Conformément à l'article 61-1 du règlement, notre commission entreprit la rédaction d'un avis répondant aux arguments soulevés dans la motion en conflit d'intérêts.

Après discussion et dépôt de différentes propositions, ledit avis a pris les contours suivants.

1. La commission de l'Intérieur de la Chambre a pris acte et connaissance de la motion de conflit d'intérêts du parlement de la Communauté française.

2. Tout en comprenant les inquiétudes des membres du parlement de la Communauté française, elle estime qu'en la matière il n'y a pas de conflit d'intérêts.

3. Il n'en demeure pas moins vrai que le contenu du bilinguisme fonctionnel reste à déterminer et que le texte gagnerait à préciser le contour des exigences qui seront concrètement imposées.

4. Des amendements ont été déposés par la majorité. Ils indiquent, d'une part, que les conditions et le programme de l'examen visé dans la loi ainsi que la composition du jury seront fixés par un arrêté royal délibéré en conseil des ministres et, d'autre part, que la connaissance fonctionnelle de l'autre langue est une connaissance adaptée à l'évaluation et vise, dès lors, une connaissance orale active et passive, ainsi qu'une connaissance écrite passive de cette langue. Cette connaissance vise à améliorer la communication et la collaboration entre le management, l'évaluateur et ses collaborateurs.

L'objectif de la connaissance adaptée à l'activité d'évaluation est, dès lors, explicitement repris dans la loi pour éviter tout malentendu. La justification de l'amendement précise que ce n'est ni la connaissance désignée par la notion "connaissance suffisante", ni la connaissance désignée par la notion "connaissance approfondie". La connaissance qui est visée ici concerne pour ainsi dire en particulier une connaissance pratique active qui favorise la collaboration, la communication et la transmission d'informations entre le management de ligne et les collaborateurs. La connaissance écrite passive vise à ce que ses titulaires soient en mesure de contrôler la véracité du rendu par écrit de la parole prononcée. La connaissance fonctionnelle adaptée à l'activité de l'évaluation ne peut pas être considérée comme une connaissance approfondie de l'autre langue, mais se situe à un niveau inférieur. Si une telle connaissance devait être exigée, ceci dépasserait l'objectif tel que formulé ci-dessus. Cette proposition d'avis est votée par 8 voix contre 5.

Sur la base de cet avis, la délégation, déjà citée, de la commission de la fonction publique a rencontré une délégation du parlement de la Communauté française. La procédure de concertation prévue dans la loi a donc eu lieu et a abouti à la solution suivante dans le terme fixé par l'article 32 de la réforme institutionnelle du 9 août 1980:

aangehaald in de motie over het belangenconflict. Hieruit blijkt dat de vrees voor een belangenconflict niet wordt gedeeld, hoewel de tekst verdienstelijker zou worden als de vereisten van functionele tweetaligheid concreet zouden worden omkaderd en hoewel de meerderheid amendementen in de plenaire vergadering zal indienen. Er werden amendementen ingediend over de examenprocedure, die bij koninklijk besluit moet worden bepaald, en over het begrip functionele tweetaligheid, die wordt gedefinieerd als aan de evaluatie aangepaste kennis met de bedoeling om de samenwerking en de communicatie te verbeteren.

Dit voorstel van advies werd met acht stemmen tegen vijf aangenomen. Op basis hiervan ontmoette de afvaardiging van de Kamer een afvaardiging van het Parlement van de Franse Gemeenschap. De overlegprocedure leidde tot volgende oplossing: overeenkomstig de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zal de Kamervoorzitter om de terugzending naar de commissie verzoeken, het bijkomend verslag zal onmiddellijk aan de Raad van de Franse Gemeenschap worden bezorgd en, indien er amendementen zijn, zal die Raad zich binnen een termijn van vijftien dagen moeten uitspreken als hij meent zwaar benadeeld te zijn.

Het wetsontwerp werd aangepast op grond van de twee bovenvermelde amendementen, die met 10 stemmen tegen 3 bij een onthouding werden aangenomen. Het Parlement van de Franse Gemeenschap besliste zijn motie in te trekken. De procedure is dus niet langer geschorst. Tijdens de laatste behandeling in de plenaire vergadering vroegen 53 leden het advies van de Raad van State over de artikelen 1 en 2 van het ontwerp. Diezelfde dag nam de commissie voor de Binnenlandse Zaken het advies van de Raad van State in overweging. De heer Tant betreurde de oppervlakkigheid van

1. le président de la Chambre demandera à la séance plénière de renvoyer le projet de loi en suspens à la commission de la Fonction publique;
2. le rapport complémentaire, qui sera fait, sera immédiatement communiqué au Conseil de la Communauté française;
3. si le projet de loi est amendé, il appartiendra au Conseil de la Communauté française de décider dans un délai de quinze jours s'il estime toujours être gravement lésé.

Lors de son renvoi en commission, le texte a été corrigé par les deux amendements auxquels j'ai fait allusion, il y a quelques instants. Ces amendements ont été adoptés par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

Actant ces modifications du texte en projet, le parlement de la Communauté française a décidé, ce mardi 26 mars, de lever sa motion en conflit d'intérêt en précisant qu'il ne s'estimait plus lésé par le projet de loi. Le texte n'est donc plus suspendu et peut donc être soumis à votre examen, aujourd'hui.

Lors du dernier passage en séance plénière, 53 membres ont souhaité que le Conseil d'Etat réexamine les articles 1 et 2 du projet. Cet avis vous a été distribué.

Trois éléments peuvent être retenus:

1. le problème de l'article 78 de la Constitution. J'en ai déjà parlé, je n'y reviendrai pas;
2. la définition de la notion de connaissance fonctionnelle. Par souci de précision, le Conseil d'Etat suggère une légère adaptation du texte;
3. la composition des commissions d'examen.

Ce jour, la commission de l'Intérieur a pris en considération ledit avis du Conseil d'Etat. Le président, M. Paul Tant, a regretté que ce dernier n'ait pas abordé en profondeur la problématique qui lui était soumise. Le ministre a répondu aux suggestions formulées par le Conseil. En conclusion, la commission a confirmé par 10 voix contre 4 l'adoption du projet de loi tel que légèrement modifié d'un point de vue technique.

Je vous signale, par ailleurs, que le rapport écrit a été distribué, il y a quelques instants, à tous les membres.

Tel est mon rapport des travaux effectués par la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique sur le projet de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative.

Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, l'analyse objective à laquelle je viens de me livrer est un peu frustrante. Je vous ai fait part des critiques des principaux intervenants. Je vous ai aussi fait mention de la position d'ouverture tenue par les partenaires de la majorité et par le gouvernement. Dans un second temps, je voudrais faire état de mon propre sentiment à l'égard de ce projet de loi.

Je ne vous cacherai pas, monsieur le ministre, que j'ai eu, moi aussi, des craintes lors de la première lecture des nombreuses modifications que vous préconisez. Moi aussi, j'ai lu avec attention l'avis du Conseil d'Etat, l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique et les légitimes revendications des associations de personnel des services publics.

Dans un premier temps, j'ai donc cru également que la réforme était trop radicale. Il est vrai que l'on touche ici à une matière éminemment symbolique. Je l'ai précisé dans mon rapport: le souci de la plupart des

het advies. De minister ging in op de suggesties van de Raad. De commissie bevestigde de goedkeuring van het in technisch opzicht lichtjes gewijzigde wetsontwerp met 10 stemmen tegen 4.

Op persoonlijke titel zou ik erop willen wijzen dat de talrijke wijzigingen die de minister voorstelt mij angst inboezemen. Oorspronkelijk leek de hervorming mij te radicaal, vreesde ik dat zij het subtiële evenwicht van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken in gevaar kon brengen.

Nu ben ik echter geheel gerustgesteld: dit risico, dat eigen is aan elke grootschalige hervorming, zal niet tot de kwalijke gevolgen leiden waarvoor sommigen vreesden.

Iedereen greep dit gepassioneerde debat aan om zijn eigen zaak te bepleiten. De Franstalige oppositie eiste een status-quo, terwijl bepaalde Vlamingen een totale 'revolutie' eisten. Dat de hervorming gematigd en redelijk is blijkt uit het feit dat niet aan die extreme standpunten wordt voldaan. Aan de gehele administratieve structuur wordt niet geraakt en bovendien wordt voor functionele tweetaligheid geopteerd. De kandidaten moeten dus geen examens afleggen die irrelevant zijn voor hun dagelijks werk.

Een tweede gegeven dat onze oorspronkelijke vrees moet wegnemen, vloeit voort uit de *ratio legis* zelf van de hervorming. In feite regelt deze wettekst slechts het taalaspect van de Copernicus-hervorming. De kerngedachte is een nieuwe opvatting van hoe de overheidsdiensten georganiseerd moeten worden. In een managementlogica is het volstrekt normaal dat wie een sleutelfunctie bekleedt, kan aantonen dat hij of zij een team kan leiden, en daartoe de nodige taalkennis bezit. De regering wil de interpersoonlijke betrekkingen binnen de administratie vlotter en oemakkeliiker doen verlopen. De

intervenants était de rappeler que les lois sur l'emploi des langues en matière administrative trouvent leur fondement dans un subtil équilibre. L'idée avait été à l'époque de s'en tenir à deux principes: celui de l'unilinguisme des agents et celui du bilinguisme des services. Toucher à ce binôme, c'est bien entendu prendre le risque de rompre l'équilibre et, par là, d'engendrer une possible dégradation de la bonne coexistence entre les communautés au sein de la fonction publique. C'est un risque mais je suis aujourd'hui, à l'issue de ce long travail parlementaire, pleinement rassuré. Ce risque inhérent à toute réforme d'envergure n'entraînera pas les conséquences fâcheuses, voire dramatiques, que certains ont imaginées. Trois éléments me confortent dans cette idée.

Le premier, c'est que si l'on a eu affaire à un débat passionné, on a également eu affaire à un débat servant d'alibi à toutes les causes. J'ai, par exemple, entendu l'opposition francophone parler de projet anti-francophone ou de projet pré-séparatiste mais j'ai aussi entendu les thèses flamandes qui reprochaient au ministre de s'être montré trop timoré dans cette réforme. Les premiers revendiquaient donc un statu quo alors que les seconds réclamaient une révolution intégrale.

Il faut savoir décoder de tels débats et en retirer le substrat. Je crois que l'insatisfaction de ces positions extrêmes et contradictoires démontre, à suffisance, que l'on est ici face à une réforme mesurée et raisonnable. Alors, bien sûr, on rogne sur les principes de l'unilinguisme des agents et de bilinguisme des services mais cela ne touche pas toute la structure administrative et puis, surtout, le choix est fait d'un bilinguisme fonctionnel, c'est-à-dire un bilinguisme pragmatique où l'on entend avant tout promouvoir la bonne communication entre les agents et donc, en définitive, le bon fonctionnement du service public. Il ne s'agit dès lors pas, en cette matière, comme c'est malheureusement trop souvent le cas, d'imposer aux candidats des examens ésotériques, totalement inutiles pour l'accomplissement de leurs fonctions quotidiennes.

A mon sens, le deuxième élément qui doit apaiser nos craintes initiales résulte de la ratio legis de cette réforme. Au fil des débats, la volonté profonde du gouvernement en cette matière est très clairement apparue. Je vous l'ai dit. L'ampleur de la réforme m'a inquiété lors des premiers échanges de vues mais je crois qu'il faut garder à l'esprit que ce texte de loi est, en fait, le volet linguistique de la réforme Copernic. Pour le dire autrement, il n'est que le volet linguistique de la réforme Copernic. A mon sens, il faut donc se garder de voir des démons là où il n'y en a pas. L'idée de base, c'est le management c'est-à-dire une nouvelle conception de l'organisation du service public. En matière linguistique, cette nouvelle conception a également sa raison d'être. Dans une logique de management, il est normal que chaque titulaire d'une fonction clé prouve ses aptitudes à mener une équipe. Il est évident que pour ce faire il se doit de comprendre et d'être aisément compris par ses collaborateurs dans l'administration de leurs fonctions quotidiennes.

A mon sens, la volonté du gouvernement est donc de fluidifier ou d'assouplir les relations interpersonnelles dans l'administration. C'est un objectif qui doit recevoir notre adhésion.

Enfin, troisième élément à prendre en considération pour tempérer nos inquiétudes, ce sont les nombreux amendements déposés par les partenaires de la majorité et par le gouvernement lui-même qui visent, d'une part à lisser certains aspects du texte, peut-être problématiques et, d'autre part, à éclairer quelques concepts nébuleux.

door de meerderheidspartijen en de regering ingediende amendementen strekken ertoe een aantal mogelijk problematische aspecten van de tekst weg te werken, en een aantal niet al te duidelijke begrippen te preciseren. Zo wordt het begrip "functionele tweetaligheid" gedefinieerd als zijnde de praktische, nuttige en pragmatische kennis van de andere taal, aangepast aan het dagelijks gebruik binnen de functie. Het programma van de taalexamen zal bij een door de Ministerraad vastgesteld besluit worden bepaald. Dat is een verworvenheid, én een belangrijke veiligheidsmaatregel, omdat de concrete uitvoering van de hervorming moet worden goedgekeurd door een paritair samengestelde instantie, die zich er tevens van moet vergewissen dat de kandidaten geen onwettige eisen worden opgelegd. De Beweging hervormer zal uw redelijke en doordachte initiatief steunen. Het zal een mentaliteitsverandering in de hand werken en het mogelijk maken de organisatieschema's te herzien, zonder de structuur zelf te destabiliseren en de ambtenaren die al jarenlang instaan voor de openbare dienstverlening, te desoriënteren. Wel zullen wij erop toezien dat de uit de parlementaire werkzaamheden voortvloeiende verworvenheden niet verdraaid, en correct uitgevoerd zullen worden. Er werd een procedure voor belangenconflicten ingesteld met betrekking tot het wetsontwerp, en bij de concrete uitvoering van de hervorming zal daar rekening mee moeten worden gehouden.

Parmi ces amendements, je songe en premier lieu à celui qui précise la notion de bilinguisme fonctionnel. J'en ai parlé dans mon rapport mais j'y reviens parce que le point me semble essentiel. La connaissance fonctionnelle est définie comme une connaissance adaptée à la fonction quotidienne de l'agent. Il ne s'agit pas d'une connaissance approfondie mais il ne s'agit pas non plus d'une connaissance suffisante. Il s'agit d'une maîtrise pratique, utile, pragmatique, comme je l'ai déjà dit.

D'autres garde-fous ont également été imaginés. Je retiendrai la disposition prévoyant que le programme des examens linguistiques sera défini dans un arrêté royal délibéré en conseil des ministres. C'est un acquis important, il importe qu'une instance paritaire cautionne la concrétisation de la réforme et s'assure de la légitimité des exigences imposées aux candidats.

En conclusion, je dirai que le groupe MR soutiendra votre initiative mesurée et raisonnable de changement. Comme vous, monsieur le ministre, nous pensons qu'une révolution douce s'impose dans notre administration. Il s'agit de faire évoluer les mentalités et de repenser les modes d'organisation sans déstabiliser l'édifice et sans désorienter les agents administrant le service au public depuis de nombreuses années. Votre projet de loi atteint à mon sens cet équilibre.

Soyez néanmoins assuré que notre groupe veillera à ce que les mesures d'exécution ne viennent pas dénaturer les acquis qui sortent des travaux parlementaires. La matière est sensible, un conflit d'intérêt a été soulevé à l'encontre de ce projet de loi. La procédure n'a rien d'habituel. C'est une mise en garde. Il conviendra d'en tenir compte au moment de prendre les mesures qui donneront corps à la réforme.

Le président: Avant de donner la parole à M. Tant, je précise qu'il est bien clair que la correction était purement technique.

Ik wens deze wijziging aan te halen omdat ze geen deel uitmaakt van het document 1458/15. In artikel 2, artikel 43ter, op het einde van het zevende lid van paragraaf 4, worden de volgende woorden toegevoegd: "Na raadpleging van dezelfde commissie kan de Koning bij een met redenen omkleed besluit, vastgesteld na overleg in Ministerraad, van de regelen van de verdeling van de betrekkingen die overstemmen met managementfuncties en de betrekkingen die eraan gelijkwaardig zijn afwijken ten behoeve van de centrale diensten waarvan de attributen of de werkzaamheden de Nederlandse en Franse taalgebieden in ongelijke mate treffen".

Il y a donc un alinéa 7. Je le cite en français puisqu'il ne figure pas dans le texte pour l'instant: «Après consultation de la même commission, le Roi peut, par un arrêté motivé délibéré en Conseil des ministres, déroger à la règle de répartition des emplois correspondant aux fonctions de management et des emplois y équivalents en faveur des services centraux dont les attributions ou les activités intéressent de façon inégale la région de langue française et celle de langue néerlandaise ».

01.02 | Paul Tant (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, al ontbreken de uiterlijke tekens om het te bevestigen, ik blijf dit een belangrijk wetsontwerp noemen.

De voorzitter: Dat is met veel spirit gezegd, moet ik toegeven.

01.03 | Paul Tant (CD&V): Ja, maar ik zit ook al een tijdje in deze omgeving, nietwaar.

Als ik beweer dat het een belangrijk ontwerp is, heeft dat niets met belangstelling van collega's of pers te maken, maar zeg ik dat hoofdzakelijk omdat dit wetsontwerp de vereiste taalkennis bepaalt voor wie verantwoordelijkheid opneemt in de federale administratie. De

burger heeft hier heel wat belang bij.

Mijnheer de voorzitter, dit debat verdient dus meer belangstelling. Noch u noch ik kunnen daar veel aan veranderen, al is het nuttig af en toe na te denken over de organisatie van de parlementaire werkzaamheden. Zodoende zouden collega's die inzicht willen krijgen in deze technische aangelegenheid en die een rol willen spelen in het debat de kans krijgen om dat naar buiten uit te laten blijken. Dit laatste is op dit uur zeer moeilijk zonet onmogelijk.

De **voorzitter**: Zeer juist, mijnheer Tant.

01.04 Paul Tant (CD&V): Mijnheer de voorzitter, zoals de rapporteur heeft toegelicht is dit ontwerp een belangrijk onderdeel van de Copernicus-hervorming van de federale overheidsdiensten. Deze hervorming wordt aangekondigd als een grote ommekeer. Ik voeg er aan toe dat de uitgangspunten zelfs de CD&V-fractie konden bekoren. Kenmerkend voor deze regering is dat de communicatie van de plannen altijd beter is dan de uitvoering ervan. De geloofwaardigheid van deze hervorming kreeg een eerste deuk door de schertsvertoning rond de volksraadpleging erover. Die was niet van aard om de ernst of de geloofwaardigheid van de hervorming te versterken. Bovendien werd het elan van de hervorming in niet geringe mate gefnuikt door één partij, de PS, die zich zeer onlangs van communautaire argumenten bediende om haar greep op de ambtenarenbenoemingen te bestendigen. Hun afwezigheid is inderdaad kenschetsend.

Ik ben ervan overtuigd dat communautaire overwegingen door deze partij niet in het minst werden gebruikt om erin te slagen een vinger in de pap te houden wanneer het erop aankomt de managers aan te duiden. Ik kom hierop straks terug.

Mijnheer de minister, de initiële doelstellingen van het plan zijn inmiddels al behoorlijk afgezwakt en de uitvoering ervan verloopt traag en moeizaam. Bij deze wil ik ook de heer D'hondt feliciteren voor zijn prima mondeling verslag, synthetisch maar daarom niet minder volledig.

Mijnheer D'hondt, met uw persoonlijke bedenkingen bij het geheel ben ik het op een aantal punten niet eens. Ik stel vast hoe moeilijk het is geweest vooruitgang te boeken in dit ontwerp en ik meen dat dit het gevolg is van het gebrek aan samenhang in de ploeg zelf. De vertraging is namelijk door onderhuids weerwerk vanuit de PS te verklaren. De redenen hiervoor zijn ook genoegzaam bekend.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, bij de voorbereiding van deze uiteenzetting vond ik in mijn documentatie nog een krantenartikel terug van november 2000, dat verslag uitbrengt van een lezing die u hield voor een groep human resource managers. Aan dat selecte gezelschap van toehoorders hield u voor dat als gevolg van de Copernicus-hervorming een job aan de top van de overheidsdiensten zeer aantrekkelijk zou worden en dat de overheid bijgevolg een belangrijke concurrent voor de privé-sector zou worden op de arbeidsmarkt. De opzet van de Copernicus-hervorming bestond er volgens u niet alleen in om managementtechnieken en -procedures in de overheidsdiensten te introduceren, maar ook en vooral talent uit de privé-sector aan te trekken voor de nieuwe topfuncties van de hervormde overheidsdiensten om aldus het managementsdenken van de privé-sector in de overheidsdiensten ingang te doen vinden. Mijnheer de minister, anderhalf jaar later blijkt van die doelstelling niet veel in huis te zijn gekomen. De aanwerving van de overheidsmanagers die tot dusver zijn aibeurd wiizen uit dat de kandidaten uit de privé-sector niet veel

01.04 Paul Tant (CD&V): Ce projet de loi est important même si les signes extérieurs qui confirment cette importance font défaut. Nos collègues ne semblent pas beaucoup s'intéresser à ce projet dont les implications pour le citoyen seront pourtant nombreuses. Ce texte mérite donc un débat plus sérieux à une heure plus raisonnable.

Même si la base de cette réforme ne déplaît pas au groupe CD&V, l'on constate une nouvelle fois que le gouvernement annonce bien plus volontiers ses projets qu'il ne les met en oeuvre. Je songe à la comédie qui a entouré la consultation populaire et aux manœuvres dilatoires du PS.

Un article de presse du mois de novembre 2000 rapporte que, lors d'un exposé devant un groupe de *managers* spécialisés en ressources humaines, le premier ministre a affirmé que les postes importants dans la fonction publique deviendraient très attrayants et que le secteur public concurrencerait fortement le secteur privé.

Jusqu'ici, cette objectif est loin d'être atteint.

Les candidats du secteur privé n'ont pas beaucoup de chance d'être retenus, ce qui accroît d'autant les possibilités des membres du cabinet.

kans maken. Kandidaten met kabinetservaring hebben des te meer kans. De overeenkomst met het 'spoil system' zoals men dat noemt in de Verenigde Staten, waar topambtenaren komen en gaan met de politici die aan het bewind zijn, zijn talrijker dan de verschillen.

01.05 Minister **Luc Van den Bossche**: Mijnheer de voorzitter, er zijn grenzen aan wat men kan zeggen.

Mijnheer Tant, er is nooit, in geen enkele legislatuur voorafgaand aan deze, een procedure geweest die derwijze moeilijk was, derwijze zwaar en derwijze objectief in selectie. Nooit en ik weet waarover ik spreek. De gesprekken zoals ik ze nog heb meegemaakt, om uit te maken wie aan de beurt was om iemand te leveren, zijn in deze legislatuur niet gebeurd en kunnen niet gebeuren. Men moet eerst een assessment overleven van een van de twee gerenommeerde externe bureaus, dan moet men een jury passeren en dan geven de twee bureaus een eindoordeel. Als men dan bij de groep is zou men kunnen spreken van favoritisme. Mijnheer Tant, u moet redelijk zijn, zo riet zal ik namen noemen. U kunt moeilijk veronderstellen dat mijn eigen voorzitter die ik zelf heb gekozen per se iemand is die lid is van mijn afdeling en van mijn partij. U kunt ook moeilijk veronderstellen, wat een bepaalde pers schreef, dat ik een akkoord had met de heer De Clerck. Dan gaat u mij bijtreden dat ik geen akkoord heb met de heer De Clerck.

01.06 **Paul Tant** (CD&V): Mijnheer de minister, dat weet ik niet.

01.07 Minister **Luc Van den Bossche**: Men kan dan, zoals één van uw collega's, zeggen dat het dan wel een vriendje zal zijn. Het is niet omdat men uit de privé-sector komt en vrouwelijk is dat men per se beter is dan iemand anders die in openbare dienst heeft gewerkt. (...) Laten wij nu eens logisch zijn. Mijnheer Tant, geen enkele meerderheid, ook de meerderheden niet waar ik aan deel heb genomen voordien, heeft ooit zo'n serieuze procedure gehad. U zou de intellectuele eerlijkheid moeten hebben om dat te erkennen en dan geen verhalen vertellen die niet waar zijn. Het is wel een voordeel als de mensen kabinetservaring hebben, dat weet u ook. U kent ook collega's die voor een regering hebben gewerkt. Sommige ministers hebben niet de neiging om de stomste te kiezen. Als ze al niet dom zijn en bereid zijn hard te werken, zoals het op sommige kabinetten wordt gevraagd, en ze hebben ook de ervaring, dan is het normaal dat ze zich aanbieden met die elementen, met hun verstand, met de gevolgen van hun werkkraft, met de gevolgen van hun ervaringen. Laten wij nu eens stoppen met deze mentaliteit die ervan uitgaat dat, aangezien iemand op een kabinet heeft gewerkt, dit een politieke benoeming moet zijn. Men moet eerst de assessmentprocedure doorlopen. Ik nodig het parlement trouwens uit om het assessment te ondergaan. Ik zal de resultaten niet bekendmaken. Maar dat iedereen dan de fairplay heeft om in de toekomst op zijn minst te erkennen dat de procedure ernstig is!

Mij verwijten dat ik uit twee kandidaten de verkeerde gekozen heb, dat is iets anders. Mijnheer Tant, dat mag u wel doen.

01.08 **Paul Tant** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik nodig de minister uit om naar mijn uiteenzetting te luisteren. Ik heb mij niet uitgesproken over de kwaliteit van de selectieproeven. Mijnheer de minister, ik heb alleen gezegd dat uw grootse bedoeling om mensen vanuit de privé-sector aan te trekken tot op vandaag quasi niet geslaagd is. (...) Dat is een eerste opmerking. Ik heb niet gezegd dat het selectiesysteem niet streng is, ik heb alleen gezegd dat uw selectiesysteem waarvan u beweert dat het de bedoeling had om mensen met

01.05 **Luc Van den Bossche**, ministre: Il y a des limites à ce qui peut être dit. Jamais une procédure aussi complexe, aussi lourde et aussi objective n'avait été organisée auparavant. Les candidats doivent d'abord subir une épreuve d'évaluation. Ils doivent ensuite passer devant un jury, après quoi on leur communique l'évaluation finale de ces deux épreuves.

01.07 **Luc Van den Bossche**, ministre: Certains ministres n'ont pas l'habitude de nommer au sein de leur cabinet les collaborateurs les plus ignares. Ce travail requiert de grandes capacités et permet aux collaborateurs d'acquérir de l'expérience. Ces personnes présentent indéniablement des qualités. Leur désignation n'est pas forcément le fruit d'une nomination politique. J'invite les parlementaires à participer à la procédure d'évaluation. Je ne dévoilerai pas les résultats. Je compte sur votre honnêteté intellectuelle et sur votre *fair-play*.

01.08 **Paul Tant** (CD&V): Je ne me prononce pas sur la qualité des tests de sélection. Je dis simplement que l'objectif d'attirer des talents du secteur privé n'a pas été réalisé. J'en veux pour preuve les nominations qui sont déjà intervenues.

managementkwaliteiten uit de privé-sector naar de publieke sector te halen totnogtoe niet heeft gewerkt. Dat is in elk geval niet op een geloofwaardige wijze gelukt. Ik zie niet goed in uit welke resultaten het omgekeerde zou blijken. Als ik de benoemingen de facto bekijk, dan stel ik vast dat ervaring in de public service klaarblijkelijk zwaarder heeft gewogen dan al de rest, tenzij u er niet in geslaagd zou zijn om voldoende kandidaten op een geloofwaardige wijze aan te trekken voor deze functies. Iets anders heb ik niet gezegd en ik neem er dan ook geen woord van terug.

01.09 Minister **Luc Van den Bossche**: Ten eerste, het was uw eigen fractie die zei dat door het feit dat we het openstelden voor internen en externen de privé-sector een raz de marée ging organiseren in de publieke sector. Ik heb toen als antwoord de cijfers van Groot-Brittannië gegeven en gezegd dat het niet zo erg zou zijn. Dat was echter wat uw eigen fractie aanklaagde. Vandaag klaagt u hier het omgekeerde aan. Dat is natuurlijk enigszins vervelend.

Ten tweede, soms zal de ervaring in de publieke sector meegespeeld hebben bij de uiteindelijke keuze. Dat is ook zo erg nog niet. Het kan soms een valabel argument zijn.

Ten derde is de realiteit dat het aantal kandidaten uit de privé-sector niet altijd zo vreselijk groot is. Er zijn er die middelerwijl een functie hebben en uit de privé-sector komen. Waarom zijn er minder kandidaten uit de privé-sector? Mijnheer Tant, indien de oppositie wat minder politieke politicienne had gespeeld en in een zekere pers wat minder sensatie had gezocht, dan zou het misschien gemakkelijker zijn. Misschien zou de aantrekkingskracht dan net iets groter zijn geweest. Wie vanuit de privé-sector zijn kandidatuur moet stellen gaat zich immers op de duur afvragen hoe bestendig en gemeend deze verandering is en in welke mate ze gedragen wordt. Dat zijn de vragen die logischerwijze bij de mensen opduiken en die hun soms tegenhouden om hun kandidatuur te stellen. Ik geef ook toe dat er minder zijn dan ik had gehoopt. Dat is echter een gedeelde verantwoordelijkheid met de oppositie en de pers.

01.10 **Paul Tant** (CD&V): Mijnheer de minister, ik bewonder de moed die u hebt om uw geloof in deze systemen te blijven tentoonspreiden, niettegenstaande het feit dat een goed deel van de uitgangspunten van de Copernicus-hervorming eigenlijk ondergraven zijn.

01.11 Minister **Luc Van den Bossche**: Welke?

01.12 **Paul Tant** (CD&V): Mijnheer de minister, laten we even naar de vereiste taalkennis kijken. Iedereen die een beetje logisch verstand heeft, zegt dat, als het de bedoeling is om de beste krachten op de juiste plaatsen te krijgen, het logisch is dat men van die mensen verwacht dat ze de vereiste taal kennen. Dat is in elk normaal bedrijf het logische uitgangspunt. Dat was ab initio ook uw uitgangspunt, maar u hebt gebogen voor de wind uit Franstalige hoek, tot twee, drie keer toe. Vraag mij dus niet om bewijzen, ik zal ze u straks met plezier geven.

01.13 Minister **Luc Van den Bossche**: Mijn eerste idee bij de eerste tekst was onmiddellijk: functionele talenkennis. Ik geef toe dat de overgangperiode die in de wet staat een vorm van onderhandeling is. Dat is juist, laten we daar niet over zeveren. Voor de rest stond die functionele talenkennis al in de eerste nota, de nota-Corbillion. Die nota werd twee maanden na het aantreden van deze regering ingediend.

01.09 **Luc Van den Bossche**, ministre: Premièrement, votre groupe avait laissé entendre qu'en rendant les postes accessibles aux candidats du secteur privé comme du secteur public on allait susciter un afflux de personnes du secteur privé. Il n'en est rien. Deuxièmement, j'admets bien entendu que l'expérience joue un rôle. Troisièmement, il est vrai que le nombre de candidats du secteur privé est relativement moins élevé. Les informations négatives y sont assurément pour quelque chose. J'ai admis avoir sous-estimé l'ampleur du phénomène mais, en l'espèce, la responsabilité de l'opposition est engagée au même titre que celle de la majorité.

01.12 **Paul Tant** (CD&V): Je salue le courage du ministre. La réforme Copernic a été dans une large mesure réduite à néant. Le ministre a cédé à la pression des francophones. Dans le secteur privé, la connaissance des langues va de soi.

01.13 **Luc Van den Bossche**, ministre: J'ai immédiatement songé à la connaissance des langues. J'admets que la période transitoire a été négociée.

01.14| Paul Tant (CD&V): Mijnheer de minister, er is een overgangsregeling van vijf jaar. Wat is dan nog de geloofwaardigheid van heel de hervorming? En dan spreekt u uw verwondering uit over het feit dat u niemand heeft kunnen aantrekken uit de private sector! U moet op dat punt niet naar de oppositie wijzen. Het is de rol van de oppositie om kritiek te leveren op de teksten die op tafel liggen. Dit moet mij toch even van het hart.

Mijnheer de voorzitter, het is gevaarlijk om te veel terug te denken aan het verleden, want op den duur dreigt men zich oud te voelen, maar 10, 15 jaar geleden was het in een commissie in dit Parlement – vooral toen de commissievergaderingen nog niet openbaar waren – echt mogelijk om over de grenzen van meerderheid en minderheid heen met mekaar van gedachten te wisselen. Vandaag stel ik vast dat het een uitzondering is geworden als een lid van de meerderheidspartijen in een commissie een kritische opmerking maakt. Vanmorgen mocht ik het in de commissie die ik voorzit nog meemaken. Ik moest als voorzitter zelf een aantal opmerkingen maken, want anders had niemand over een nochtans belangrijk onderwerp iets gezegd. Wat is dan nog de bestaansreden van het Parlement? Wat is dan nog de zin van een parlementair debat?

Mijnheer de minister, u zou het ons nog kwalijk nemen dat wij die rol willen spelen. Ik meen dat dit de roeping, de rol en de taak van een parlements lid. Ik reken tot die taak ook het tot stand brengen van behoorlijke wetgeving en ik zal u aantonen dat dit hier heel wat beter had gekund.

01.15| Guido Tastenhoye (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, ik wou toch even een kleine opmerking maken bij wat de heer Tant zegt over hoe het er in de private bedrijven aan toe gaat op het vlak van het taalgebruik.

Mijnheer Tant, ik moet er u toch op wijzen dat de private sector niet altijd een voorbeeld is met managers die de taal spreken van hun ondergeschikten. Ik verwijs bijvoorbeeld naar het vroegere Sabena, waar aan de top ook mensen hebben gestaan die niet eens de taal spraken van hun werknemers. Ik wijs er trouwens op dat er zoiets bestaat als het beruchte "Septemberdecreet" dat het taalgebruik regelt in private ondernemingen tussen het management en de werknemers. Dit decreet wordt steeds meer met voeten getreden. Als u de private sector als voorbeeld neemt dan wil ik er toch op wijzen dat daar ook niet alles koek en ei is.

01.16| Paul Tant (CD&V): Mijnheer Tastenhoye, wat u zegt is wellicht juist, maar heeft eigenlijk geen betrekking op wat ik heb gezegd. Ik heb eigenlijk gezegd dat als het de bedoeling is om zoals in de privé-sector de mensen op de voor hen meest geschikte functie te plaatsen en als die functie vereist dat men één of meer talen spreekt dan is het voor iedereen vanzelfsprekend dat men daarvan het bewijs kan leveren en zoniet dat men binnen de kortste keren zich bekwaamt om deze taal te beheersen. Het lag volkomen in de lijn van heel de Copernicus-hervorming dat ook dit in het kader van de communautaire pacificatie de logische invulling zou zijn geweest. In de praktijk is men daar, onder druk van vooral één politieke partij die andere argumenten hanteert dan het communautaire argument, klaarblijkelijk niet in geslaagd. Die partij streeft er doodeenvoudig naar een vinger in de pap te houden wanneer die zogenaamde managers moeten worden aangeduid. Dat is de echte motivatie.

Mijnheer de minister, ik rond af met dit onderdeel waarover we het

01.14| Paul Tant (CD&V): Dans quelle mesure toute cette réforme est-elle crédible si elle s'accompagne d'une période de transition de cinq ans?

01.15| Guido Tastenhoye (VLAAMS BLOK): Le secteur privé n'est pas toujours exemplaire non plus. Il y avait, à la tête de la Sabena, des managers qui ne connaissaient pas la langue de leurs travailleurs. Le décret de septembre est de plus en plus mis à mal.

01.16| Paul Tant (CD&V): Lorsqu'on souhaite placer les gens que l'on engage aux postes les plus adéquats et que la connaissance de langues étrangères est requise à cet effet, cette connaissance est considérée comme évidente dans le secteur privé. L'objectif de la réforme Copernic était que les pouvoirs publics fassent de même mais les pressions exercées par un seul parti ont fait échouer ce projet.

Je persiste à penser qu'à l'heure actuelle, la procédure avantage les candidats du secteur public et que

eigenlijk oneens zijn. Als het juist is dat onder gelijkwaardige kandidaten zij die ervaring hebben met en in de overheidssector een intrinsiek voordeel hebben op kandidaten die deze ervaring niet hebben, dan verliest de doelstelling van de Copernicus-hervorming om talent aan te trekken uit de privé-sector een stuk van haar geloofwaardigheid en zullen potentiële kandidaten zich minder aanmelden. Ik voeg er stoutweg aan toe dat dit zeker het geval zal zijn als die potentiële kandidaten ook Knack lezen. U bent er in elk geval niet in geslaagd om die beeldvorming te beheersen. Dit is misschien jammer, mais c'est comme ça.

01.17 Minister **Luc Van den Bossche**: (...) Dat geef ik perfect toe. Maar ik heb niet gezegd dat iemand de facto de voorkeur krijgt omdat hij ervaring in de publieke sector heeft.

01.18 **Paul Tant** (CD&V): Kijk maar naar de resultaten.

01.19 Minister **Luc Van den Bossche**: Stel dat een kandidaat geconfronteerd wordt met een functie waarin hij een virtuele matrix moet hanteren. Die kandidaat kan dan misschien wel de theorie van de virtuele matrix uit het hoofd opzeggen, maar als hij de drie cases die hem tijdens het gesprek gegeven worden, elke keer oplost via de methode van de hiërarchische matrix, zit er iets fout. Neem nu dat die kandidaat daarenboven voordien alleen gewerkt heeft in privé-bedrijven waar men enkel die hiërarchische matrix gebruikt. Op dat moment is het beter iemand te kiezen die de cases die hem voorgeschoteld worden, wel consequent in virtuele matrixlijn oplost. Die persoon is dan misschien van de openbare sector, dat kan best. En dan kan men natuurlijk de zaak verengen en zeggen dat, aangezien de ene kandidaat van de privé-sector is, en de andere van de openbare sector, het de openbare sector is die voorrang gekregen heeft.

Maar neen, mijnheer Tant, op dat moment heeft degene voorrang gekregen die bewijst dat hij het essentiële van het verhaal, namelijk het hanteren van de virtuele matrix, aankan. En in virtuele matrix komen we tot service level agreements, normen en standaarden. We kiezen met andere woorden degene die dus niet op de hiërarchische matrix terugvalt, want dat zou totaal tegenstrijdig zijn met de Copernicus-filosofie en wat er vastgelegd is. Dus u moet kijken naar de verschillende motiveringen die kunnen spelen. U mag niet een van de vele kenmerken afzonderen en zeggen dat enkel dat kenmerk de motivering is.

01.20 **Paul Tant** (CD&V): Mijnheer de minister, ik zeg niet dat u de bedoeling die u oorspronkelijk hebt geformuleerd niet hebt waar proberen te maken. U hebt die bedoeling trouwens onder meer geformuleerd bij gelegenheid van die bijeenkomst van topmanagers waarnaar ik al verwees. Neen, ik ben ervan overtuigd dat dat uw bedoeling was. Ik zeg alleen dat u er niet in geslaagd bent ze te verwezenlijken. Dat is nu eenmaal zo, als ik op de resultaten afga. U kunt niet ontkennen dat u hebt gezegd dat de overheid een belangrijke concurrentie voor de privé-sector zou worden. Dat is niet gelukt, mijnheer de minister.

01.21 Minister **Luc Van den Bossche**: Maar het gaat om een proces, mijnheer Tant. Een verandering, change management, lees er alle boeken op na, heeft jaren nodig! Men beoordeelt zoiets niet anderhalf jaar nadat het van start gegaan is. Men beoordeelt zoiets na tien jaar. Neem nu de fusie van Fortis en ASLK. Ik nodig u uit nu te gaan praten met de raad van bestuur van Fortis en te vragen hoever ze zitten in hun fusie. Kiik terug in het verleden, toen wii iona waren. Bank Brussel en

la réforme Copernic n'atteint pas son objectif de faire du secteur public un concurrent du privé. Il est évident que les candidats du secteur privé seront moins nombreux à se présenter. Le ministre n'est pas parvenu à redorer le blason du secteur public.

01.19 **Luc Van den Bossche**, ministre: C'est exact. Mais le fait de disposer d'une expérience dans le secteur public ne constitue pas forcément un avantage et les personnes qui en sont issues ne sont pas favorisées. D'autres éléments entrent en ligne de compte.

01.20 **Paul Tant** (CD&V): J'ai simplement dit que le ministre n'est pas parvenu à concrétiser ses objectifs. Les pouvoirs publics ne concurrencent pas le secteur privé.

01.21 **Luc Van den Bossche**, ministre: Le processus est encore en cours. Il est impossible d'évaluer ce genre de choses après une année seulement! Donnons-nous rendez-vous dans dix ans.

de Banque Lambert. Na tien jaar is er een verslag geschreven door externe auditeurs over hoe erg het was en hoe weinig de fusie al gerealiseerd was! Wees nu even serieus met uw kritiek!

De **voorzitter**. Mijnheer de minister, u bent een uitstekende minister, maar laat de heer Tant zijn gedachtengang ook eens maken.

01.22 Paul Tant (CD&V): Mijnheer de voorzitter, niet overdrijven.

Mijnheer de minister, u zegt dat we binnen tien jaar de rekening moeten maken. Laten we afspreken rond 1 mei over tien jaar. Ik kom dan even naar de NMBS om daar samen met u over te praten, of waar u zich op dat ogenblik ook bevindt.

(...)

Het zou me trouwens niet verwonderen dat men op dat ogenblik bezig is, onder het mom van enig assessment, een opvolger te zoeken voor Van den Bossche. Ik waarschuw u, mijnheer de minister, naarmate het assessment geperfectioneerd wordt, zal dat steeds moeilijker worden.

Mijnheer de minister, in elk geval is het onze mening dat van topmanagers kan worden verwacht dat zij een afdoende taalkennis hebben, om hun diensten behoorlijk te doen functioneren. Een modern personeelsbeleid impliceert een geregelde evaluatie van dat personeel. Het vereist, wat ons betreft, een grondige kennis van de tweede taal, voor wiens beroep het is om diensten te leiden die als werkgebied het hele land hebben, a fortiori, wanneer zij verantwoordelijk zijn voor medewerkers die in hun job de kans moeten krijgen om zich waar te maken en voor een behoorlijke werking van de dienst in kwestie.

Wegens de vrees evenwel van Franstalige zijde dat er wellicht onvoldoende Franstalige gegadigden zouden zijn om in de Copernicus-hervorming veel managementfuncties te vervullen, bracht de minister – dit was ontsnapt aan de aandacht van zeer velen – twee nieuwe taalnoties, waaronder de functionele tweetaligheid, op de voorgrond. De ene is klaarblijkelijk bedoeld – zo word het geformuleerd – om de evaluatie mogelijk te maken, de andere om te zorgen voor de eenheid van rechtsspraak. Dit zijn eigenlijk twee nieuwe noties naast de drie reeds bestaande. Ook daarover straks meer.

Dat volstond evenwel niet. Het is door de rapporteur even onderstreept: bij de Franstaligen bleef ook van de notie functionele tweetaligheid de vrees oproepen dat de Vlamingen bevoordeeld zouden worden omdat deze doorgaans beter Frans kennen dan zij Nederlands, om het eenvoudig uit te drukken. Zo verkregen de Franstaligen ingevolge het vermelde PS-verzet een belangrijke toegeving van de minister, met name de paritaire verdeling van de topfuncties in de overheidsdiensten. De efficiëntieargumenten en de eisen van modern management moesten dus wijken voor de wetmatigheden van het platte politieke compromis, wat trouwens ook al het geval was bij de benoeming van de top van de federale politie, toen te veel Vlamingen dreigden te slagen voor die topfuncties. Bij de federale politie moest er plots weer taalpariteit in de topfuncties komen. Het is zo, mijnheer Cortois. Ik kom nu tot meer punctuele opmerkingen namens mijzelf en mijn fractie op dit ontwerp. En ik heb een aantal vragen die ik aan de minister wil stellen.

Eerst kom ik tot een procedurele kwestie. U hoeft mij nu niet op te jagen, ik ben voortdurend met de minister in dialoog gegaan.

01.22 Paul Tant (CD&V): Le rendez-vous est pris.

Nous avons la conviction que pour travailler correctement, un manager doit pouvoir communiquer avec les membres du personnel dans leur langue maternelle.

La crainte des francophones d'une insuffisance de lauréats francophones a inspiré au ministre quelques motions nouvelles. La première a conduit à imaginer l'exigence de bilinguisme fonctionnel, qui n'a toutefois pas suffi pour dissiper les craintes des francophones. C'est la raison pour laquelle la parité linguistique des fonctions dirigeantes au sein de la fonction publique a été garantie. L'efficacité doit donc céder le pas au compromis politique.

En outre, il se pose un problème de procédure. Nous avons de bonnes raisons de douter du point de vue du ministre selon lequel le projet de loi tomberait sous l'application de l'article 78 de la Constitution et qu'il s'agirait donc d'une matière bicamérale.

|01.23| **Willy Cortois** (VLD): (...)

|01.24| **Paul Tant** (CD&V): Daar geloof ik niks van, hij heeft het nooit gekund en je moet een oude aap geen smoelen leren trekken.

De **voorzitter**: Helaas niet alleen een oude aap.

|01.25| **Paul Tant** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, dat is waar, ja.

De minister heeft een ontwerp in de Kamer ingediend met als kwalificatie dat het onder de toepassing valt van het artikel 78 van de Grondwet, optioneel bicameraal. Ik ga die discussie niet hernemen, wees gerust, maar ik kan niet anders dan te vermelden dat de onduidelijkheid die hierover bestond en bestaat mede aan de basis lag van ons voorstel om een tweede maal te vragen de Raad van State te consulteren. Voor dit voorstel had ik de formele steun gekregen van collega's uit de meerderheid, waaronder de heer Erdman, en last but not least, ook van u, mijnheer de voorzitter. Ook u was de mening toegedaan dat we de kans moesten grijpen om aan de Raad van State advies te vragen over de grondwettelijke kwalificatie van deze materie.

U zou de Raad van State vragen ook hierover een advies uit te brengen en hem daartoe ook alle nuttige, nodige elementen van onze beraadslaging bezorgen. U zou er de Raad van State trouwens ook op wijzen, en ik hoor dat u dat gedaan hebt, dat hij in feite over 14 dagen beschikte om dit advies uit te brengen. Ik begrijp dan des te minder dat de Raad van State formeel verwijst naar de ingeroepen hoogdringendheid en zijn advies al uitbrengt op 2 april. Dat is inderdaad binnen de strikte termijn van drie dagen. Ik was op dat punt een beetje ontgoocheld. Ik had gehoopt dat de Raad van State, die zich vroeger al over deze aangelegenheid had uitgesproken, ten minste de moeite zou hebben gedaan om daar dieper op in te gaan. Ik vind dat dit een gemiste kans is en collega's, ik wil niet obstinaat doen in deze, maar is het logisch dat een ontwerp dat eerst gemeenschappelijke, gerechtelijke en administratieve bepalingen bevatte, als geheel naar de Raad van State is gegaan en dan gekwalificeerd werd als een aangelegenheid van artikel 78? De Raad van State merkte evenwel op dat die tekst, die én gerechtelijke én administratieve aangelegenheden regelt, door de twee betrokken ministers moet worden ondertekend. Wat doet de regering? De regering deelt de tekst in twee luiken, een gerechtelijk luik en een administratief luik. Wat lezen we dan? Artikel 1 van het gerechtelijk luik: dit is een aangelegenheid van artikel 77 van de Grondwet.

Geef toe dat er redenen zijn om opheldering te vragen. Ik betreur het dat de Raad van State daarin niet is meegegaan.

Ik moet u wel zeggen, mijnheer de voorzitter, dat de Raad van State op één punt ook voor u duidelijkheid heeft gebracht. Bij onze eerste adviesvraag hebt u toegezegd het amendement bij artikel 1 – de herkwalificatie – niet aan de Raad van State voor te leggen omdat hij zich daarover al had uitgesproken. Nu zegt de Raad van State dat elk amendement kan impliceren dat men in een nieuwe kwalificatie terechtkomt. Daarom hebt u alle redenen, mijnheer de voorzitter, om bijna bij elke adviesvraag waarbij dat amendement wordt voorgesteld, de Raad van State de mogelijkheid te gunnen om tot een herkwalificatie te komen. U hebt dit amendement de vorige keer onontvankelijk verklaard, maar in die redenering mankeert dit advies van de Raad van State. Het is nuttig om dit element even onder uw aandacht te brengen. Dit zal niet meer gelden, tenminste in de mate waarin u, anders dan de regering, met het advies van de Raad van State rekening zou willen

|01.25| **Paul Tant** (CD&V): Le Conseil d'Etat a indiqué que le texte devait être signé par les deux ministres. Le gouvernement a alors décidé de scinder le projet en deux parties, l'une juridique et l'autre administrative. L'article 1er de la partie juridique stipule qu'il s'agit d'une matière visée à l'article 77 de la Constitution. Notre tentative de consulter le Conseil d'Etat a été sabordée par le président de la Chambre qui a déclaré irrecevable notre amendement à l'article 1er tendant à la requalification. Le président a en outre refusé de demander l'avis du Conseil d'Etat sur les amendements tendant à supprimer des articles figurant dans des projets qui avaient déjà été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Le président de la Chambre n'a pas le droit de prendre cette décision en lieu et place du Conseil d'Etat qui est le seul à pouvoir statuer en la matière.

Cet après-midi, le ministre a ignoré toutes les observations, certes formelles, du Conseil d'Etat qui va finir par s'interroger sur l'utilité de son travail, ce qui risque de créer un cercle vicieux.

Les amendements du gouvernement n'aboutissent pas à la requalification. Le Conseil d'Etat ne s'est prononcé que sur ce volet spécifique et non pas sur l'ensemble. En l'espèce, il n'a pas statué sur le contenu.

Le projet tend à compenser la moins bonne connaissance de la deuxième langue chez les francophones et porte ainsi atteinte à l'équilibre linguistique. Pourquoi ne peut-on exiger des *topmanagers* de la fonction publique qu'ils soient bilingues. Ces personnes doivent faire preuve de capacités exceptionnelles, sauf en ce qui concerne la connaissance des langues. En outre – et on a omis

houden.

Mijnheer de voorzitter, weliswaar legt de Raad van State ook de vinger op een aantal tekortkomingen in de tekst, die wij vroeger reeds hebben aangewezen. Ik zal daar straks nog kort op terugkomen. In die zin is dus wel aangetoond dat wij goede redenen hadden om het advies van de Raad van State te vragen. Het is jammer dat de mogelijkheid niet werd uitgeput.

Mijnheer de minister, naar aanleiding van onze ervaring van vanmiddag, toen u deze opmerkingen van de Raad van State doodleuk naast u neerlegde, vrees ik dat wij in een vicieuze cirkel dreigen terecht te komen. De Raad van State beperkt zich tot wel terzake doende, maar bijna formalistische opmerkingen. De regering trekt zich daar doodleuk niets van aan. Het is begrijpelijk dat de ambtenaren bij Raad van State zich gaan afvragen waarvoor zij zich nog moe moeten maken. Ik wou daarvoor waarschuwen. Wij dreigen in een vicieuze cirkel terecht te komen die wellicht niemand heeft gewild.

Ik kom terug tot de vraag of het hier gaat om een aangelegenheid van artikel 67 en dus niet over artikel 78 van de Grondwet. Mijnheer D'hondt, u verwijst naar het advies van de Raad van State, dat zou bevestigen dat dit zeer duidelijk een aangelegenheid van artikel 78 is. Dat is niet waar. De Raad van State beperkt er zich toe te zeggen dat de amendementen die door de regering zijn ingediend en dus het voorwerp uitmaken van de adviesvraag, geen aanleiding geven tot een herkwalificatie. De Raad van State heeft zich alleen daarover uitgesproken en niet over het geheel. Hij laat na om enige inhoudelijke argumentatie terzake te verschaffen.

Mijnheer de voorzitter, collega's, ik aarzel een beetje, maar dat is vanuit de zorg om beknoptheid. Ik heb een aantal zaken uit mijn tekst verwijderd. Vandaar.

01.26 De voorzitter. Ik wil u daarin niet afremmen, mijnheer Tant.

01.27 Paul Tant (CD&V): Het ontwerp heeft nadrukkelijk tot doel tegemoet te komen aan de vooropgestelde mindere kennis van de tweede taal vanwege de Franstaligen. In die zin doet het afbreuk aan het in de huidige taalwet voorziene evenwicht door hoe dan ook een nieuw evenwicht op een lager niveau in te stellen. De zogenaamde functionele kennis van de tweede taal zal immers hoe dan ook beperkter zijn dan de thans opgelegde kennis van de tweede landstaal in het kader van de tweetaligheidvereiste. Dat is de vergelijking die men eventueel moet maken.

Fundamenteel is de vraag waarom van de topmanagers van de overheid geen tweetaligheid zou mogen worden geëist. Wat mij betreft, mag er een overgangperiode zijn, maar liefst niet van vijf jaar. Als wij rekening houden met de eisen waaraan topmanagers moeten voldoen en de aanwervingprocedure die zij moeten doorlopen – u hebt het zelf benadrukt, mijnheer de minister –, moeten het witte raven zijn. Alleen als het op hun taalkennis aankomt, wordt de lat plots heel wat lager gelegd. Wat topfuncties in de privé-sector als een evidente vereiste beschouwen, namelijk indien nodig een andere taal kennen, geldt hier niet. In die zin denk ik dat u uw doel enigszins voorbijschiet, mijnheer de minister.

Bovendien moet de functionele kennis van de tweede taal voor de uitoefening van een managementfunctie niet bewezen worden bij de aanwerving, maar pas 6 maanden na de aanstelling. Op de vraag

de nous expliquer pourquoi - ces collaborateurs ne doivent prouver leur connaissance fonctionnelle de la deuxième langue que six mois après leur désignation. Or, la probabilité qu'un *manager* soit licencié après six mois est pratiquement nulle. L'amendement déposé à la suite du conflit d'intérêt a encore assoupli les critères en matière linguistique. Il est étonnant que les partis flamands de la majorité aient marqué leur accord sur ce point. L'amendement 35 de M. Janssens définit la connaissance linguistique fonctionnelle comme la connaissance nécessaire pour réussir l'évaluation. Si les deux définitions sont identiques, pourquoi fallait-il adopter l'amendement? Même l'avis du Conseil d'Etat n'apporte aucune clarté. Il convient quand même de tenir compte du fait que ces textes devront être appliqués un jour.

01.27 Paul Tant (CD&V): Lors de l'évaluation, un *manager* peut se faire assister d'un traducteur. Le *manager* doit être capable de contrôler la justesse de la traduction. A cet effet précisément, il convient de bien maîtriser la connaissance de l'autre langue.

La justification de l'amendement comporte des éléments bizarres: la connaissance adaptée à la mission d'évaluation n'est ni la connaissance suffisante, ni la connaissance approfondie. Le ministre a déclaré néanmoins qu'une "connaissance fonctionnelle de la deuxième langue" correspondait au niveau "suffisant" actuellement en vigueur dans le cadre de la matière professionnelle. En outre, deux types de connaissances linguistiques sont instaurés, ce qui porte atteinte à l'intégrité de notre législation

waarom deze uitzondering wordt gemaakt, is er geen afdoende antwoord van de minister gekomen. De zogenaamde stok achter de deur, het voortijdig beëindigen van het mandaat indien de betrokkene uiterlijk 6 maanden na zijn aanstelling het bewijs van de vereiste taalkennis niet levert, is er in feite geen. Stel u immers voor dat een manager in dienst wordt genomen en dat men hem 6 maanden later de deur moet wijzen. Vooreerst wil ik dat wel eens zien gebeuren. Bovendien betekent zulks dat een nieuwe aanwervingprocedure moet worden opgestart, met alle gevolgen van dien voor de werking van de betrokken overheidsdienst. De zogenaamde sanctie is ongeloofwaardig, mijnheer de minister. Neem me dat niet kwalijk. Ze dient bovendien de goede werking van de openbare dienst niet.

Ik kom bij een volgend punt van kritiek. De functionele tweetaligheid is door de amendering, na het belangenconflict met de Franse Gemeenschap, nog verder afgezwakt. De lat lag al laag, maar ze is onder impuls van een Franstalige meerderheidspartij nog lager gelegd. Dat de Vlaamse meerderheidspartijen hieraan hun medewerking hebben verleend, is, zacht uitgedrukt, bevreemdend.

U hebt ons echter niet echt verrast. In alle communautaire dossiers onder deze coalitie halen de Franstaligen binnen wat zij in het verleden niet binnenhaalden. Dat komt omdat de Vlaamse meerderheidspartijen telkens gedwee het hoofd buigen. Amendement nr. 35 van collega Janssens, dat door de meerderheid en de minister in de commissie aanvaard werd nadat de Franse Gemeenschap haar belangenconflict aanhangig had gemaakt, geeft een definitie van de functionele kennis van de andere taal, aangepast aan de evaluatie.

In de oorspronkelijke tekst was er sprake van een actieve en passieve mondelinge kennis en een passieve schriftelijke kennis van de taal. De Raad van State legt hier de vinger op de wonde. Er zijn dus van die fameuze functionele tweetaligheid twee definities, die naast mekaar bestaan. De minister zegt dat ze dezelfde betekenis hebben. Kunt u mij in godsnaam eens uitleggen waarom het dan nodig was om het amendement goed te keuren. Als de twee teksten hetzelfde zeggen, waarom werd dit amendement dan ingediend en goedgekeurd?

Men kan geen andere conclusie trekken: een nieuwe tekst, die wordt gemaakt over hetzelfde onderwerp, zegt iets anders. Dat intrigeert me. Wij zijn er niet in geslaagd om daarover volstreekte duidelijkheid te scheppen, ook niet op basis van het advies van de Raad van State. Ik vind het een gemiste kans. Ik vrees dat u de flou artistieke op dat niveau houdt om uw meerderheid achter de tekst te houden. Dat is het en niets anders. U moet toch ook voor ogen houden dat het niet enkel een kwestie van stemmen is, maar dat uw teksten ook in de praktijk toegepast worden, liefst op een zo gelijk mogelijke wijze.

U begint nu al in de tekst zelf mist te spuiten, wat de Raad van State opmerkt – daar kunt u niet naast kijken – en ik vind het jammer dat u daarop niet is willen ingaan.

Mijnheer de minister, laat ik concreet zijn. Aangenomen dat u, zoals u zegt, de meest stringente definitie gebruikt, met name de actieve en passieve mondelinge kennis en de passieve schriftelijke kennis, dan gaat die inderdaad verder dan wat verstaan wordt onder de algemene omschrijving van de taalkennis, nodig om te evalueren. Overigens moet een manager volgens mij heel wat meer doen dan alleen evalueren. Daarover hebben we al van gedachten gewisseld.

(...)

linguistique.

Après l'adoption du présent projet de loi, nous aurons de la connaissance linguistique fonctionnelle pas moins de cinq conceptions dont nous ignorons en quoi elles se différencient les unes des autres. Si les amendements introduits sont acceptés, le ministre devra revenir sur des accords préalablement conclus. De surcroît, on observe des contradictions entre les diverses conceptions.

Autre exemple de travail législatif bâclé: l'acceptation de l'amendement n° 34 qui a été adopté à la suite du conflit d'intérêts avec la Communauté française. Cet amendement a trait à la constitution du jury d'examen. La formule employée actuellement comporte le risque d'une politisation de ce jury dans la mesure où les programmes et les conditions d'examen sont aujourd'hui établis par le Conseil des ministres, ce qui signifie qu'ils sont éventuellement taillés sur mesure pour des candidats potentiels. C'était évidemment le vœu du PS depuis le début.

La connaissance linguistique fonctionnelle n'entrera pas en vigueur immédiatement. Elle ne sera d'application qu'à la date fixée par le Conseil des ministres. Le gouvernement a l'intention de n'imposer cette connaissance linguistique fonctionnelle obligatoire que si, dans un délai de six ans, de nouvelles fonctions de management sont conférées ou si les fonctions existantes sont renouvelées. Et dans ce cas, les managers auront encore six mois pour justifier de leur connaissance linguistique! Les amis du gouvernement peuvent donc dormir sur leurs deux oreilles!

En d'autres termes, c'est le prochain gouvernement en non celui-ci qui sera confronté aux difficultés consécutives à l'application de la notion de connaissance fonctionnelle des langues. Il s'agit là d'une illustration typique de la politique de l'arc-en-ciel.

Mijnheer Cortois, tot nader orde bent u nog niet de zedenmeester van de vergadering en u hoeft zelfs in deze omstandigheden – dat is al vaak genoeg gebeurd – uw collega's van de meerderheid in het debat niet noodzakelijk het zwijgen op te leggen. Voor mij hoeft dat niet. Ik neem aan dat het ietwat vervelend is als collega's in slechte papieren geraken. U moet hen ten minste de kans laten hun inbreng te doen als ze dat nuttig achten.

Le groupe CD&V n'adoptera pas ce projet.

Mijnheer de minister, ik ga voort met mijn betoog. Een manager die een evaluatiegesprek moet houden, die wel de functionele kennis van de tweede taal heeft, maar niet beschikt over de actieve, schriftelijke kennis, kan zich laten bijstaan door een vertaler. Wat doet een Franstalige manager in een evaluatiegesprek met een Nederlandstalige medewerker? Hij kan dat doen in de taal van de te evalueren persoon en maakt daarvan een schriftelijk rapport, ongetwijfeld in het Frans. Daarna moet dat worden vertaald in het Nederlands. Collega's, dan wordt er gezegd – en dat is totaal ongeloofwaardig – dat die manager in staat moet zijn om de juistheid van de vertaling te beoordelen, terwijl het daar precies op de kennis van alle nuances aankomt. Dus is die omschrijving volkomen “caduque”.

Mijnheer de minister, de verantwoording bij het amendement is echter interessant, want ook daarin komen rare dingen voor. De heer D'hondt heeft ernaar verwezen, maar ik weet niet of hij er zich van bewust is dat, wanneer men dat samen leest met het verslag, er regelrechte tegenstrijdigheden kunnen worden vastgesteld. Die verantwoording verduidelijkt dat de aan de evaluatietask aangepaste kennis, noch de voldoende kennis, noch de grondige kennis is. Dat is in tegenspraak met uw antwoord op vragen over het ontwerp in de commissie. Ik citeer u woordelijk: “Het niveau van de notie functionele kennis van de tweede taal, stemt overeen met het huidige niveau voldoende binnen het kader van de professionele materie”.

Door het amendement te aanvaarden bent u teruggekomen op een eerder afgelegde verklaring in de commissie; het aanvaarde amendement is bovendien in tegenspraak met artikel 21 van de bestuursstaalwet.

Mijnheer de minister, er kan wel degelijk sprake zijn van een tegenstrijdigheid of moet ik zeggen niet-overeenstemming tussen de twee noties door de Raad van State aangewezen. Dat er twee noties bestaan en dat zulks aanleiding tot onduidelijkheid kan geven, blijkt zelfs uit uw eigen verklaring in de commissie.

Bovendien kunnen we ons niet van de indruk ontdoen dat de taalwetgeving door de invoering van twee soorten functionele taalkennis aan coherentie heeft ingeboet. U hebt dat niet ontkend; u geeft dat zelfs toe. Naast de functionele kennis met het oog op evaluatie, is er de functionele kennis met het oog op het behoud van de eenheid in de rechtsspraak.

Als gevolg van dat ontwerp zullen er voortaan dus vijf noties zijn: die waarover ik daarstraks sprak, maar ook de elementaire kennis, de voldoende kennis en de grondige kennis. Het is alleen totaal onduidelijk in welke verhouding die tegenover elkaar staan.

Ik geef nog een ander voorbeeld van onzorgvuldig wetgevend werk, waarop ook de Raad van State heeft gewezen: de aanvaarding van amendement nr. 34 bij het zevende lid van §7, dat eveneens na het belangenconflict van de Franse Gemeenschap werd aanvaard. Dat lid bepaalt onder meer dat de samenstelling van de examencommissie wordt bepaald bij een in Ministerraad overleed koninklijk besluit. Het

eerste en het vijfde lid bepalen echter dat de examencommissie wordt samengesteld door de afgevaardigd bestuurder van Selor. Zo staat het in de teksten.

Ik heb u daarop gewezen van bij de eerste bespreking van de amendementen. U hebt gezegd dat moet worden begrepen dat het koninklijk besluit de algemene voorwaarden zal bepalen en dat die dan worden toegepast door de afgevaardigde van Selor. De Raad van State merkt terecht op dat, als dat de interpretatie is, ze in de tekst moet worden geschreven. U zegt dat het geen probleem is: "Als er tegenstrijdigheid of onduidelijkheid zou zijn bij de interpretatie, moet worden teruggekeerd naar het verslag". Ik dacht dat het de eerste zorg van de wetgever moest zijn klare teksten te maken; dat is een van de bestaansredenen van de Raad van State. Mijnheer de minister, het spijt me dat u ook dat doodleuk naast zich neerlegt.

De thans gebruikte formulering is niet alleen dubbelzinnig, zij houdt ook het risico van de politisering van de examencommissie in. Het is mijn innige overtuiging dat dit de essentiële drijvende kracht was voor de indiening van alvast dit amendement. In elk geval wordt de deur opengezet voor een verregaande vorm van politisering. Examenprogramma's en -voorwaarden worden vastgelegd door de Ministerraad, bij uitstek een politiek lichaam. Met andere woorden, zij kunnen op maat van potentiële kandidaten worden gemaakt. Het is mijn innige overtuiging dat dit de hoofdbedoeling van de PS is en dat het communautaire aspect maar een schaamlapje is. Mede door de ultieme amendering is de tekst verworpen tot een juridische draak die mee de deur moet openhouden voor een partijpolitiek personeelsbeleid. Ik beweer niet dat dit geen scherpe formulering is, maar ik vrees dat ze terecht is.

Bij dit alles komt nog dat de functionele taalkennis, de fameuze §7 van artikel 43ter, niet onmiddellijk in werking treedt, maar pas op de datum die door de Ministerraad wordt bepaald. Vanaf die datum kan de regering gedurende niet minder dan vijf jaar overgangsmaatregelen doen gelden voor de managers die al in functie zijn – vijf jaar! De regering is van plan de verplichte functionele taalkennis pas op te leggen wanneer binnen zes jaar nieuwe managementfuncties worden ingevuld of bestaande worden vernieuwd. Dan krijgen de managers nogmaals zes maanden de tijd om hun taalkennis te bewijzen.

De regering kan dus ongestoord voortwerken met de managers die ze in dienst heeft, die aangesteld zijn: de vrienden kunnen gerust zijn. Zoals met veel maatregelen van deze regering, zullen de moeilijkheden bij de toepassing van de functionele taalkennis voor de volgende regering zijn, niet voor deze. Dat is natuurlijk ook een manier om het probleem uit de weg te gaan en om ondertussen te kunnen verklaren dat men een zeer belangrijke hervorming heeft gerealiseerd.

Ik herhaal dat ik in uw bedoelingen geloof, mijnheer de minister, maar ik betreur het dat u zich zo ver van uw oorspronkelijk doel hebt laten afbrengen. Om al deze redenen zal mijn fractie dit ontwerp niet goedkeuren.

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, ik vraag aan collega Tant mij in een andere hoedanigheid te willen vervangen. Hij zal dan niet de kans hebben te antwoorden, indien u hem ad hominem aanpakt. Ik geef u dus deze raad omdat hij in deze functie moeilijk kan repliceren als hij dat wil. Maar u zult dat niet doen, want u hebt het al gedaan.

Mijnheer Tant, ik zou het appreciëren indien u mij als voorzitter zou willen vervangen.

Voorzitter: Paul Tant, tweede ondervoorzitter.

Président: Paul Tant, deuxième vice-président.

01.28 Willy Cortois (VLD): Mijnheer de voorzitter, ik geraak u vandaag blijkbaar al sinds deze ochtend niet kwijt.

De **voorzitter**: Mijnheer Cortois, u moet toch toegeven dat ik vandaag al bewezen heb enige "expeditiviteit" in huis te hebben.

01.29 Willy Cortois (VLD): Mijnheer de voorzitter, jazeke, zoals gewoonlijk, zal ik zeggen.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijnheer Tant, bij uw inleiding zei u terecht dat het voorliggend ontwerp van wet de invoering beoogt van een aantal artikelen om de bestuurstalen aan te passen aan de Copernicus-akkoorden. U zei dat u wel gelooft in de goede bedoelingen van de minister en dus van de regering. Pas in een latere fase kwam u tot de vaststelling dat van die goede bedoelingen in de praktijk niet veel in huis zou komen.

Tijdens alle discussies over de Copernicus-akkoorden stel ik vast dat alle partijen, ook de uwe, steeds meer de mening zijn toegedaan dat de overheidsdiensten efficiënt en klantgericht moeten werken. Dat idee is nieuw in het Parlement. Eén van de grote verdiensten van de momenteel lopende hervorming die door deze regering werd ingezet, is dat wij met termen als "overheidsmanagement", "klantvriendelijkheid" en "efficiëntie" duidelijk een nieuwe weg zijn ingeslagen met de werking van onze overheidsdiensten of administratie. U probeert dat allemaal wat weg te moffelen achter communautaire en taalkundige opstootjes. U kunt toch niet ontkennen dat de zorg voor meer kwaliteit in de openbare sector wat meer in het debat aanwezig is.

Mijnheer Tant, ik vind het jammer dat ik u hier, vanop het spreekgestoelte, niet kan zien om mij te inspireren, omdat u nu als voorzitter functioneert. Ik onderschrijf en bewonder zelfs enigszins uw technische kennis van dat dossier. Als parlamentslid scoort u daarop uitstekend. Anderzijds, politiek bekeken kan ik mij niet van de indruk ontdoen dat u nu en dan nog in de periode verkeert "waarin de sterre is blijven stille staan". Achter iedere maatregel, dus ook achter deze op het vlak van de bestuurstalen, zoekt u de communautaire hinderlaag en angel, maar verliest u eigenlijk de essentie wat uit het oog.

Hoe kunnen wij in een land als dit ervoor zorgen dat de overheidsdiensten efficiënter functioneren? Daarmee moeten wij ons eigenlijk bezighouden. Uiteraard vergt dat aanpassing van een aantal wetten, ook van de bestuursstaalwetgeving.

Mijnheer Tant, daarbij wens ik u op te merken dat wij vandaag uiteindelijk toch niet meer in hetzelfde land leven van tien of twintig jaren geleden, van in de goede oude tijd waarin de Christelijke Volkspartij met al haar macht alle belangrijke posities in dit land bekleedde. Tegenover de erg centrale staat toen, leven wij nu in een federale staat. Als wij de taalverhoudingen bekijken in een centrale overheid die gelukkig fel is afgeslankt en wiens bevoegdheden wij in de volgende jaren nog meer willen afslanken, moeten wij ons niet meer opstellen vanuit het standpunt van een centrale staat. Wij moeten niet meer zelf alles wikken en wegen. De dingen evolueren snel. Laten wij daarom toch enige andere soepelheid inschakelen. De huidige normen zijn niet meer de strakke normen van in een strak, unitair België.

Mijnheer Tant, ik heb bedenkingen over uw redenering die mijns inziens grotendeels is achterhaald. Wij leven vandaag in een andere wereld.

01.29 Willy Cortois (VLD): Le projet à l'examen adapte les lois sur l'emploi des langues en matière administrative aux innovations de la réforme Copernic. Les personnes occupant un poste de manager doivent disposer d'une connaissance fonctionnelle de la deuxième langue pour être en mesure de communiquer avec leurs collaborateurs et de les évaluer. Deux rôles et deux cadres linguistiques continueront à exister uniquement là où la parité reste en vigueur pour les fonctions de management.

M. Tant éprouve manifestement encore des difficultés à s'adapter aux nouvelles tendances. L'époque où le CVP dominait tout est révolue. Les rapports linguistiques, eux aussi, ont changé. L'Etat central a, par ailleurs, subi une cure d'amaigrissement radicale. Les normes ne sont plus les mêmes qu'au temps de la Belgique unitaire stricte. M. Tant suit un raisonnement démodé. Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui a changé.

Pour ce qui est de l'administration centrale, nous ne pouvons porter atteinte au principe de l'unilinguisme des fonctionnaires et du bilinguisme des services même si une rupture de tendance semble s'annoncer. Les exigences en matière de connaissance minimale de la deuxième langue sont généralement restées lettre morte, en particulier du côté francophone.

Les modifications proposées ne vont pas de soi et se heurtent à des réticences tant du côté flamand que francophone, ce qui signifie sans doute que le projet est équilibré.

J'attire l'attention du ministre sur le fait que la notion de "connaissance

(...)

Niemand kan ontkennen dat de wil bestaat om het overheidsapparaat te moderniseren en te renoveren. Ik ben het met u inzake de centrale administratie eens dat wij uiteraard geen afbreuk kunnen doen aan de beginselen van de eentaligheid van de ambtenaren en de tweetaligheid van de diensten. Wat men ook zegt en welke vertragingen er in dit Parlement ook optreden, wij kunnen er niet omheen dat de huidige aanpak van het voorliggende wetsontwerp een duidelijke breuk vertoont met de aanpak in het verleden. Er kondigt zich, althans op termijn, een duidelijke trendbreuk aan. Men lijkt het verleden altijd te willen idealiseren. In de toekomst zal er echter een einde komen aan de situatie van de centrale besturen waarin de vereiste van enige kennis van de tweede landstaal voor een groot deel dode letter bleef. Het is een fenomeen dat zich vooral aan Franstalige zijde voordeed en voordoet.

Ik verahul ook niet dat de voorgestelde wijzigingen aan de bestuurswet niet zomaar als vanzelfsprekend kunnen worden ervaren, te meer daar niemand tot op heden zicht heeft op de dynamiek die deze wijzigingen in de praktijk zullen teweegbrengen. Het is niet verwonderlijk dat het voorliggend ontwerp zowel aan Nederlandstalige – hoewel in mindere mate – als aan Franstalige zijde enige terughoudendheid in het leven roept. De minister kan daaruit misschien het argument putten dat de reacties langs beide zijden het bewijs zijn dat het ontwerp evenwichtig is.

Mijnheer de minister, het moet duidelijk zijn dat de notie functionele taalkennis niet tot gevolg kan hebben dat komaf wordt gemaakt met een aantal bestaande beschermings- en waarborgmechanismen. Ik heb uit de bespreking in de commissie geleerd dat dit geenszins de bedoeling van de minister is. Ik zou het op prijs stellen als hij deze goede voornemens ook in de plenaire vergadering nogmaals herhaalt.

Voor de VLD is het hoofddoel dat een manager als verantwoordelijk beheerder van een federale overheidsdienst niet alleen en uitsluitend dient begaan te zijn met de resultaten van zijn dienst, maar ook met het personeel zelf en zijn inbreng. Voor ons is het duidelijk dat van de manager mag worden verondersteld en geëist dat hij vanuit taalkundig oogpunt de vaardigheid bezit om in de uitoefening van zijn functie te begrijpen en begrepen te worden.

De VLD gaat er dan ook van uit dat de regering alles in het werk zal stellen opdat aan deze voorwaarden zou worden voldaan. Wij verwachten van de minister dat hij nogmaals onderstreept dat een functionele taalkennis zich geenszins kan beperken tot een louter passieve kennis, maar dat deze wel een degelijke, mondige en actieve kennis inhoudt.

De VLD – en ik denk de meerderheid van de leden van het Parlement – vindt het trouwens volkomen normaal dat de houder van een managementfunctie voortijdig zijn mandaat beëindigd zou zien indien hij binnen de voorgeschreven termijn het bewijs niet heeft kunnen leveren van de functionele kennis van de tweede taal.

Wie het besluit neemt een topfunctie waar te nemen moet weten welke vereisten daaraan zijn verbonden.

Mijnheer de minister, ten slotte suggereert de VLD dat de minister, eenmaal de regeling effectief in voege zal zijn, na verloop van een redelijke tijdsperiode de Kamer een evaluatie zou bezorgen om na te

linguistique fonctionnelle" ne peut porter atteinte aux garanties existantes. J'apprécierais que le ministre confirme, en séance plénière, le point de vue qu'il avait déjà formulé en commission.

Le VLD estime qu'un *manager* travaillant pour un service public fédéral doit s'intéresser suffisamment à son personnel et ne pas uniquement tenir compte des résultats de son service. On peut attendre d'un *manager* qu'il dispose des capacités linguistiques suffisantes pour comprendre son personnel et se faire comprendre. Le VLD espère qu'il sera satisfait à ces conditions essentielles et que le ministre confirmera que la connaissance passive de la deuxième langue est insuffisante. Il est tout à fait normal que l'on mette fin au mandat d'un *manager* qui ne répond pas à ces conditions.

Enfin, le VLD suggère qu'après la mise en œuvre de la nouvelle réglementation, le ministre organise une évaluation qui confirmera les résultats, positifs espérons-le, du bilinguisme fonctionnel des services fédéraux.

Pour toutes ces raisons, le VLD approuvera le projet de loi.

gaan welke, naar ik hoop positieve gevolgen, de functionele tweetaligheid van het topmanagement op de werking van de federale diensten zal hebben. Het is rekening houdend met deze beschouwingen dat ik u kan meedelen dat de VLD het voorliggend ontwerp zal goedkeuren.

01.30 Guido Tastenhoye (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister ik zal uiterst bondig zijn. Zoals u weet werd dit wetsontwerp in de commissie al tot in den treure uitgemolken. Alles is hierover al gezegd. Mijnheer de voorzitter, ten gronde sluit ik mij aan bij uw uitstekende uiteenzetting die u zonet hebt gehouden en waarachter het Vlaams Blok zich volledig kan scharen. Het lijkt mij dan ook niet meer nodig om al die technische uiteenzettingen hier nog eens naar voren te brengen.

Mijnheer de voorzitter, wij zullen trouwens de amendementen van de CD&V met overtuiging steunen. Mijnheer de minister, ik wil dit wetsontwerp wel eens plaatsen in het algemene kader van de Vlaamsvijandige bestuursdaden van deze regering. Wanneer men wil raken aan de taalwetgeving die, zoals u weet in de jaren '30 met zweet, bloed en tranen werd bevochten, dan moeten wij altijd ten eerste op onze hoede zijn. Deze regering heeft er namelijk een gewoonte van gemaakt om de Vlaamse belangen te schaden. Ik verwijs bijvoorbeeld naar het zogenaamde taalhoffelijkheidsakkoord in Brussel dat ondertussen een volkomen dode letter blijkt te zijn en overigens totaal in strijd is met de taalwetgeving. Ik verwijs bijvoorbeeld naar het voornemen van de minister van Justitie om in Brussel eentalige rechters te gaan benoemen, weeral in strijd met de taalwetgeving en weeral een enorme uitholling van de taalwet van 1935. Ik verwijs naar het invoeren van gemengde politiezones in de Vlaams-Brabantse rand rond Brussel waar zonechefs voortaan tweetalig zullen moeten zijn. Dit is ook in strijd met de taalwetgeving. Ik verwijs naar de invoering in Sint-Pieters-Leeuw van tweetaligheid voor één van de vrederechters. Ik verwijs bijvoorbeeld naar het rampzalige Lambermont-akkoord dat Vlaanderen 20 jaar terug heeft geslagen en dat ons op termijn Brussel zal doen verliezen.

Nu is er recentelijk de nieuwe aanval, ditmaal op de gehele taalwetgeving en op alle communautaire evenwichten die in 70 jaar tijd in België tot stand zijn gekomen met de ondertekening van het fameuze kaderverdrag voor nationale minderheden van de Raad van Europa. Dit zijn allemaal grove aanvallen op de integriteit van Vlaanderen. Het is een beetje in dit kader dat ik ook nieuwe wetsontwerp wens te zien dat weeral eens een nieuwe nivellering en uitholling van de taalwetgeving betekent, ditmaal door het invoeren van een nieuwe zogenaamde functionele tweetaligheid voor managers in de hervormde overheidsdiensten.

Ik had beloofd dat ik niet meer op de technische aspecten hiervan zou ingaan; we hebben dat voldoende gedaan in de commissie. Twee zaken zijn voor ons van essentieel belang. Ten eerste, voor de leidende federale ambtenaren eisen wij de grondige kennis van de tweede landstaal. Het tweede grote principe is dat wij de 60/40-verhouding eisen voor de federale ambtenarij zolang dit land nog bestaat.

Ons eerste basisprincipe van grondige kennis van de tweede landstaal hebben wij gegoten in ons belangrijkste amendement waarin wij artikel 43ter, §7, eerste lid willen vervangen door de volgende tekst: "Om ambtenaren van de andere taalrol te kunnen evalueren moet de ambtenaar vooraf voor een examencommissie, samengesteld door de afgevaardigde bestuurder van Selor, het bewijs leveren van de arondiae

01.30 Guido Tastenhoye (VLAAMS BLOK): Ce projet de loi a été discuté en détails en commission. Il nous semble dès lors inutile de répéter les explications techniques. Nous soutiendrons résolument les amendements du CD&V.

L'actuel gouvernement n'a jamais défendu les intérêts flamands. De nombreuses mesures ont déjà été prises qui vont à l'encontre de la législation linguistique et de l'équilibre communautaire. L'intégrité de la Flandre est à nouveau mise à mal, en raison cette fois de l'introduction de la notion de bilinguisme fonctionnel pour les hauts fonctionnaires des administrations fédérales.

Pour le Vlaams Blok, deux éléments sont primordiaux dans cette discussion: les fonctionnaires fédéraux dirigeants doivent posséder une connaissance approfondie de la deuxième langue nationale et la proportion linguistique 60N/40F doit être la norme pour les fonctionnaires fédéraux.

Cette préoccupation se retrouve dans les amendements que nous avons introduits. Il s'agit en l'occurrence de l'amendement n°22 à l'article 2, de M. Annemans et de moi-même, dans lequel nous soulignons qu'à notre estime, un bilinguisme approfondi constitue un préalable indispensable pour un fonctionnaire fédéral dirigeant pour lui permettre d'accomplir correctement sa mission. D'autres amendements de M. Annemans et de moi-même tendent à instaurer le critère de la population pour l'attribution de fonctions managériales (amendements 17 et 18 à l'article 2).

Un autre de nos amendements, le n°20, a été réécrit par le gouvernement et, heureusement,

kennis van de tweede taal, aangepast aan de uitoefening van deze evaluatietask, hetgeen inhoudt dat hij in staat moet zijn zijn medewerkers te begrijpen en door hen begrepen te worden, alle nuances in zijn uiteenzetting te begrijpen en zelf een genuanceerde visie te kunnen weergeven en dit alles zowel schriftelijk als mondeling. Dit examen omvat de items die voorzien waren in het taalexamen voor opnemings in het vroegere tweetalig kader zoals bedoeld in artikel 12 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de talenkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966. Worden vrijgesteld van dit examen: de ambtenaren die geslaagd zijn in het examen waarvan sprake in §5, eerste lid in fine”.

Mijnheer de minister, dit is voor ons de essentie. De indieners van dit amendement, de heer Annemans en ik zelf, zijn immers van oordeel dat een grondige kennis, zowel schriftelijk als mondeling, van de tweede taal essentieel is om ten gronde medewerkers te kunnen evalueren. Tevens wordt daardoor verzekerd dat de rechten van de verdediging niet worden geschonden. Dat is toch ook zeer belangrijk. Bovendien is het noodzakelijk dat de managers ook diegenen zijn die de eenheid in de rechtspraak dienen te verzekeren. Mijnheer de voorzitter, dit is overigens een principe waarop ook u terecht hebt gewezen. Enkel vanuit deze visie kunnen de diensten geoptimaliseerd worden en kunnen taalproblemen tot een absoluut minimum worden herleid. Tevens biedt de voorgestelde wijziging een ernstig antwoord op de bezorgdheid van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht inzake het niveau van de kennis van de tweede taal. Tezelfdertijd is dit voorstel tot wijziging van het ontwerp een aansporing voor de Franstaligen om zich de tweede landstaal eigen te maken. Laten wij eerlijk zijn, misschien kan dat ook steeds meer voor een aantal Vlamingen een aansporing vormen om zich de andere landstaal eigen te maken. Overigens zijn het vooral de Franstaligen die België overeind willen houden. Dat moet toch eens gezegd worden. Zij hebben daar nu eenmaal vooral financiële belangen bij. Wie in een land met twee hoofdtalen wenst te leven, dient daar echter volgens ons ook de passende conclusies uit te trekken. Daarmee heb ik meteen ook mijn amendementen verdedigd en ik zal daarvoor straks dan ook het woord niet meer nemen.

Een ander essentieel amendement wil artikel 43ter, §4, tweede lid vervangen door wat volgt: “Op elke taaltrap worden de betrekkingen die overeenstemmen met managementfuncties en de betrekkingen die hieraan gelijkwaardig zijn verdeeld in een 60/40-verhouding, respectievelijk aan Nederlandstaligen en Franstaligen”.

Wij zijn namelijk van mening dat tot zolang dit land bestaat – wij hopen dat dit niet te lang meer zal zijn – het bevolkingscriterium dient te worden gehanteerd bij de verdeling en de toewijzing van managementfuncties en de betrekkingen die hieraan gelijkwaardig zijn.

Een volgende amendement wil artikel 43ter, paragraaf 4, derde lid vervangen door een tekst die ertoe strekt die 60/40-verhouding in te voeren in de directiecomités. Ook hier verwijzen wij naar het bevolkingscriterium.

Een vierde technisch amendement sterkt ertoe artikel 43ter, paragraaf 4, vierde lid weg te laten op voorwaarde dat de twee voorgaande amendementen zouden worden aangenomen.

Mijnheer de voorzitter, ik denk dat ik hiermee zeer beknopt ben geweest.

accepté. Il s'agit des avis de la Commission permanente de contrôle linguistique. Le ministre a ainsi fait la preuve de son ouverture d'esprit et de sa volonté de se rallier à de bonnes propositions, même lorsqu'elles émanent du Vlaams Blok.

Il va de soi que nous soutiendrons notre amendement ainsi que celui du CD&V lors du vote, mais nous rejeterons le projet dans son intégralité car il dessert les intérêts flamands.

Ik hou er tenslotte nog aan, mijnheer de minister, u te melden dat ik een klein beetje blij ben dat een van onze amendementen werd aanvaard. Het gaat hierbij om het amendement nr. 20 dat door de regering lichtjes werd herschreven in amendement nr. 33. Dit amendement voert de bepaling in dat adviezen aan de Vaste Commissie voor Taaltoezicht tijdig moeten worden gevraagd. Bovendien wordt via dit amendement een vaste termijn ingesteld zodat de procedures niet nodeloos kunnen worden verlengd. De minister heeft daarmee eens te meer bewezen dat hij geen sectair, bekrompen mannetje is maar een man met een open geest die een goed voorstel kan waarderen, ook al komt het van het Vlaams Blok.

Ik heb in mijn kort betoog onze fundamentele amendementen toegelicht. Wij zullen onze eigen amendementen steunen maar ook de amendementen van de CD&V. Wij zullen dit wetsontwerp niet goedkeuren omdat het volgens ons op een fundamentele manier de belangen van de Vlaamse Gemeenschap schade toebrengt.

01.31 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, in feite is alles al gezegd in dit debat. Het positieve werd gezegd door collega Cortois en het negatieve werd gezegd door de dienstdoende voorzitter en collega Tastenhoye.

Mijnheer de minister, het zal u ontgoochelen maar dit was van in het begin een slecht wetsontwerp. U zult zich herinneren dat ik dit ook heb gezegd in de commissie. Doorheen het traject dat dit ontwerp heeft afgelegd, is het zelfs nog slechter geworden. Ik wil ook collega Denis D'hondt feliciteren met het overzicht dat hij heeft gegeven van de behandeling van dit wetsontwerp.

Mijnheer de minister, u moet dit wetsontwerp uiteraard verdedigen maar u kunt toch niet ontkennen dat dit wetsontwerp is uitgehold door de vaudeville die is opgevoerd. Immers, een aantal fracties die dit wetsontwerp aanvankelijk hadden goedgekeurd in de commissie hebben uiteindelijk toch een belangenconflict ingeroepen.

Eerlijk gezegd begrijp ik de Franstaligen niet. In feite zijn zij ons tweetalig land, dat gebouwd is op een zeer fragiel evenwicht, zelf aan het opblazen door de manier waarop zij de tweetaligheid afbouwen en in tweeën delen. Dat betreurt ik ten zeerste. Over tien jaar – en ik zal hier misschien niet meer zijn – zullen we inderdaad de evaluatie moeten maken. Die manier van werken ondergraaft het bestaan van ons land en de werking van onze administratie.

Ik ga niet akkoord met collega Tant wanneer hij zegt dat de Copernicus-hervorming hierdoor niet tot haar recht kan komen. Ik vind dat de assessment-procedure, mijnheer de minister, inderdaad de mogelijkheid biedt aan bekwame medewerkers om de functie te kunnen uitoefenen die zij ambiëren. Anderzijds kan het zijn dat door de invoering van taalkaders niet de juiste man of vrouw op de juiste plaats terechtkomt. Als er op een bepaald ogenblik geen veertig of vijftig procent bekwame Franstaligen of bekwame Nederlandstaligen beschikbaar zijn, zal men eventueel minder bekwame kandidaten in een bepaalde taalrol moeten kiezen. Daardoor wordt de Copernicus-hervorming inderdaad voor een deel ondergraven.

Ik tracht, mijnheer de voorzitter, mij te beperken tot datgene wat nog niet gezegd is in het debat. Daarom pik ik even in op het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht. U zult zich herinneren dat ik erop heb aangedrongen om de voorzitter van de Vaste Commissie in de commissie voor de Binnenlandse Zaken te horen. Dat is aeweigerd door

01.31 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Les aspects tant positifs que négatifs du projet ont déjà été suffisamment mis en évidence. Il est mauvais depuis le début et le vaudeville à propos du conflit d'intérêts et les amendements ne l'ont pas amélioré.

Je ne comprends pas les francophones. Leur politique qui consiste à grignoter les lois linguistiques les conduit à saper les fondements de ce pays bilingue.

La Commission de contrôle linguistique a d'emblée indiqué que la connaissance fonctionnelle de la deuxième langue n'est pas suffisante pour un fonctionnaire occupant un poste dirigeant qui est amené à évaluer quelqu'un. Il faut pour cela être plus familiarisé avec cette deuxième langue.

Pourquoi les francophones ne peuvent-ils pas accepter qu'on fonctionnaire fédéral dirigeant doive être bilingue pour exercer ses fonctions correctement? Est-ce un problème de capacité ou de volonté? Les Flamands savent, en règle générale, qu'il faut posséder une bonne connaissance des deux langues si l'on veut exercer des fonctions au sommet fédéral.

Le présent projet de loi semble s'inscrire dans une nouvelle offensive des francophones au sein du gouvernement. Les ministres flamands ont-ils cédé une fois de

de meerderheid.

De Vaste Commissie voor Taaltoezicht heeft van in den beginne – en dat was nog vóór de uithollingsfase, mijnheer de minister –, duidelijk gesteld dat functionele kennis totaal ontoereikend is voor evaluerende ambtenaren om personeelsdossiers te behandelen in de andere taal. Dat is al onderstreept door andere sprekers. Wie moet evalueren, hoeft de andere taal niet perfect te kennen, maar moet minstens voeling hebben met de andere taal. De Vaste Commissie voor Taaltoezicht zegt zelfs uitdrukkelijk in haar advies dat de functionele tweetaligheid een stap terug is in vergelijking met de heersende rechtspraak van de Raad van State. Voorts merkt zij op dat de functionele tweetaligheid van de managers zelfs op basis van het afgezwakte criterium inzake functionele tweetaligheid een tekort met zich zal brengen aan Franstalige zijde. De reden voor het gebrek aan tweetaligen aan Franstalige zijde wordt niet aangehaald.

Laten we eens eerlijk zijn – en ik richt mij speciaal tot mijn Franstalige collega's – en de vraag stellen waarom een kandidaat die een functie als manager of als voorzitter van het directiecomité ambieert, niet voldoende tweetalig kan zijn, zoals de meeste Nederlandstaligen. Ik wil niet veralgemenen noch wat Nederlandstaligen betreft die niet allemaal perfect tweetalig zijn, noch wat Franstaligen betreft.

Moeten we nu die tweetaligheid op die manier gaan uithollen? Is het een kwestie van 'moet kunnen'? Is het een kwestie van 'niet willen'? Ik zal u een sprookje vertellen over twee prinsessen. De ene prinses, een meisje uit Wallonië, ontmoet een tweetalige prins die in Brussel woont, en ze huwen. Een ander meisje komt uit Argentinië, spreekt geen Nederlands, ontmoet een Nederlandse prins, en ze huwen. Beide prinsessen hebben we reeds op televisie aanhoord. Welnu, mijnheer de minister, collega's, u hebt zelf kunnen oordelen welke de kennis is van hun Nederlands. De ene spreekt de taal vrij goed, de andere heeft de ondersteuning van haar echtgenoot nodig om te zeggen hoe goed ze eigenlijk toch wel Nederlands spreekt.

01.32 Minister **Luc Van den Bossche**: Mijnheer Van Hoorebeke, wie kijkt elke week naar 'Royalty'?

De **voorzitter**: Een sprookje is het niet naar mijn weten.

01.33 **Karel Van Hoorebeke** (VU&ID): Elke sprookje heeft altijd een grond van waarheid. Ik wil alleen maar zeggen, als het moet, kan het. En daarom zeg ik aan onze Franstalige landgenoten: handel zoals wij, Nederlandstaligen, en doe net zoals wij, wanneer we een bepaalde functie ambiëren, een inspanning. Ik moet inderdaad een aantal collega's in dit Parlement bijtreden bij hun vaststelling dat wij wellicht instaan voor een Franstalig offensief dat gericht is tegen de tweetaligheid. Als wij zien hoe u het principe van de tweetaligheid, ook in de magistratuur in Brussel, hier op de helling zet, dan kunnen wij vandaag niet zeggen dat dit maar een fait divers is waar we omheen kunnen.

Mijnheer de minister, u bent – en ik weet dat u uw best doet, en u brengt dikwijls uw boodschap die niet altijd de aangenaamste is – dat samen met de regering eens te meer gewicht voor de Franstalige chantage. Ik zou voorbeelden kunnen aanhalen: het tijdskrediet, de zorgverzekering, de NMBS, de eentalige magistraten in Brussel, Wezembeek-Oppem waar men door de knieën is gegaan omdat de eerste minister de Franstalige liberalen nodig had om niet voor het miarantenstembrecht te stemmen. Het is nu altijd: ik deef u iets omdat

plus au chantage des francophones? Songeons notamment à la magistrature bruxelloise, à l'assurance dépendance, à la SNCB, à Wezembeek-Oppem etc.

Le ministre Van den Bossche sait bien que ce projet de loi prend eau de toutes parts mais il a probablement dû avaler cette couleuvre en compensation d'autres dossiers. Je suis convaincu que les membres flamands de la majorité approuveront ce projet sans se faire la moindre illusion sur sa valeur.

ik zou kunnen krijgen.

Na de oproeping van het belangenconflict en de indiening van het amendement door de meerderheid, hebt u zelf in de commissie gezegd dat van het wetsontwerp elk coherent geheel zoek is geraakt. U hebt dit wetsontwerp uiteindelijk aanvaard om waarschijnlijk andere zaken te bekomen en zo gaat het er in dit land steeds aan toe.

Ik kom tot mijn slotbedenking. Als men uiteindelijk iemand na zes maanden moet evalueren op zijn taalkennis, dan kunt u me vandaag niet verzekeren dat wanneer die persoon eventueel een ongunstige evaluatie krijgt – op dat ogenblik zal hij reeds gedurende zes maanden een bepaalde functie hebben uitgeoefend – hij zijn functie zal laten staan.

Wij evolueren naar een totale uitholling, zelfs van de functionele tweetaligheid. Mijnheer de minister, als collega Cortois aan u vraagt om vandaag in plenaire vergadering te bevestigen dat de functionele tweetaligheid niet mag verworden tot een louter passieve kennis van de tweede taal, dan heeft hij daarmee zijn onzekerheid en onrust reeds te kennen gegeven. Mijnheer Cortois, uit de manier waarop u het punt aanbracht, meen ik te mogen afleiden dat u er ook niet gerust in bent. Wij zullen binnen enkele jaren weten welke gevolgen het wetsontwerp voor het taalkundig evenwicht, dat geleidelijk is opgebouwd, met zich zal hebben gebracht.

Daarom zullen wij het ontwerp niet goedkeuren en zullen we nagaan in welke mate te gepasten tijde de nodige aanpassingen kunnen gebeuren.

De **voorzitter**: Daarmee is de sprekerslijst afgewerkt en heeft de minister het woord, als hij dat wenst.

|01.34| Minister **Luc Van den Bossche**: Mijnheer de voorzitter, ik heb niets toe te voegen aan mijn woorden in de commissie. Ik bedank uiteraard wel de verslaggever voor zijn schitterend verslag en de commissievoorzitter voor de wijze waarop hij de moeilijke commissiewerkzaamheden heeft geleid.

|01.34| **Luc Van den Bossche**, ministre: Je n'ai rien à ajouter aux déclarations que j'ai faites en commission. Je remercie le rapporteur de son excellent rapport et je tiens à féliciter le président de la commission pour la manière dont il a dirigé les débats.

De **voorzitter**: Daar zat ik echt op te wachten, mijnheer de minister.

De algemene bespreking is gesloten.
La discussion générale est close.

Bespreking van de artikelen **Discussion des articles**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 66,4) **(1458/15)**
Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 66,4) **(1458/15)**

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966".
L'intitulé a été modifié par la commission en "projet de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966".

Het wetsontwerp telt 9 artikelen.
Le projet de loi compte 9 articles.

Ingediende amendementen:

Amendements déposés:

Art. 1

- 23: Paul Tant c.s. **(1458/5)**

Art. 2

- 5: Josy Arens **(1458/3)**

- 7₍₂₎: Josy Arens **(1458/3)**

- 4: Paul Tant c.s. **(1458/3)**

- 17: Guido Tastenhoye, Gerolf Annemans **(1458/4)**

- 18: Guido Tastenhoye, Gerolf Annemans **(1458/4)**

- 19: Guido Tastenhoye, Gerolf Annemans **(1458/4)**

- 37: Josy Arens **(1458/16)**

- 3: Paul Tant c.s. **(1458/3)**

- 22: Guido Tastenhoye, Gerolf Annemans **(1458/4)**

- 36: Raymond Langendries, Josy Arens **(1458/16)**

- 24: Paul Tant c.s. **(1458/6)**

- 25: Paul Tant c.s. **(1458/6)**

- 11₍₂₎: Josy Arens **(1458/3)**

Art. 7

- 12: Josy Arens **(1458/3)**

- 26: Paul Tant c.s. **(1458/6)**

- 27: Paul Tant c.s. **(1458/6)**

De stemming over de amendementen en de artikelen wordt aangehouden.

Le vote sur les amendements et les articles est réservé.

De artikelen 3 tot 6 en 8 en 9 worden artikel per artikel aangenomen.

Les articles 3 à 6 et 8 et 9 sont adoptés article par article.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

La séance est levée à 20.45 heures. Prochaine séance jeudi 18 avril 2002 à 14.15 heures.

De vergadering wordt gesloten om 20.45 uur. Volgende vergadering donderdag 18 april 2002 om 14.15 uur.